

COMPTES CONSOLIDÉS ET ANNEXE

ETAT DE SITUATION FINANCIERE

Actif

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2013	31/12/2012 Retraité ⁽¹⁾
Goodwill	§ 5.1	1 290,2	1 356,9
Autres immobilisations incorporelles	§ 5.1	301,0	302,3
Immobilisations corporelles	§ 5.2	1 105,1	1 115,8
Titres mis en équivalence	§ 5.4	174,2	144,5
Investissements financiers		1,2	2,1
Autres actifs financiers	§ 5.5	32,4	24,2
Impôts différés actif	§ 5.10	26,8	29,9
Créances d'impôts sur les sociétés		1,2	0,9
Autres créances	§ 5.6	56,3	36,4
ACTIFS NON COURANTS		2 988,4	3 013,0
Autres actifs financiers	§ 5.5	17,1	12,4
Stocks	§ 5.7	85,5	98,8
Instruments financiers dérivés	§ 5.15	0,0	0,0
Clients et autres débiteurs	§ 5.8	777,5	729,7
Créances d'impôts sur les sociétés		7,3	11,3
Actifs financiers de gestion de trésorerie	§ 5.9	40,7	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 5.9	744,1	458,9
ACTIFS COURANTS		1 672,2	1 311,1
TOTAL DES ACTIFS		4 660,6	4 324,1

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables et de présentation ».

Passif

En millions d'euros

31/12/2013

31/12/2012

Retraité ⁽¹⁾

Capital		3,4	3,4
Primes		1 052,3	1 021,3
Réserves consolidées		1 430,8	1 354,8
Résultat net part du Groupe		90,5	164,3
Autres éléments des capitaux propres		-57,0	-12,8
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE		2 520,0	2 531,0
Participations ne donnant pas le contrôle		-38,8	-42,7
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 5.11	2 481,2	2 488,3
Provisions	§ 5.12	238,7	241,1
Impôts différés passif	§ 5.10	90,7	96,7
Dettes financières	§ 5.13	663,1	140,2
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 5.14	94,3	104,1
Autres crédateurs		15,7	25,8
Instruments financiers dérivés	§ 5.15	9,2	6,1
PASSIFS NON COURANTS		1 111,7	614,0
Provisions	§ 5.12	36,2	31,6
Dettes financières	§ 5.13	82,7	260,5
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 5.14	30,2	13,3
Instruments financiers dérivés	§ 5.15	2,7	22,5
Fournisseurs et autres crédateurs	§ 5.16	872,2	841,5
Passifs d'impôt exigible		31,5	39,0
Concours bancaires	§ 5.13	12,2	13,4
PASSIFS COURANTS		1 067,7	1 221,8
TOTAL DES PASSIFS		2 179,4	1 835,8
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		4 660,6	4 324,1

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables et de présentation ».

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012
		Retraité ⁽¹⁾
CHIFFRE D'AFFAIRES	2 676,2	2 622,8
Coûts directs d'exploitation	§ 6.1 -1 645,8	-1 619,1
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	§ 6.1 -406,8	-401,5
MARGE OPÉRATIONNELLE	623,6	602,2
Dotations aux amortissements et provisions nettes	§ 6.1 -241,7	-247,3
Perte de valeur des goodwill	§ 6.1 -126,8	-38,0
Pièces détachées maintenance	§ 6.1 -37,0	-37,1
Autres produits opérationnels	§ 6.1 15,9	7,2
Autres charges opérationnelles	§ 6.1 -14,4	-13,5
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	219,6	273,5
Produits financiers	§ 6.2 12,7	10,8
Charges financières	§ 6.2 -41,5	-42,2
RÉSULTAT FINANCIER	-28,8	-31,4
Impôts sur les bénéfices	§ 6.3 -101,2	-92,3
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 6.5 13,4	17,8
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	103,0	167,6
Résultat des activités abandonnées		
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	103,0	167,6
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	12,5	3,3
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	90,5	164,3
Résultat de base par action (en euros)	0,407	0,741
Résultat dilué par action (en euros)	0,406	0,740
Nombre moyen pondéré d'actions	§ 6.4 222 681 270	221 876 825
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	§ 6.4 222 949 017	221 993 660

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012
		Retraité ⁽¹⁾
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	103,0	167,6
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽²⁾	-52,6	-3,5
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger	-1,9	-0,6
Couverture des flux de trésorerie	-0,1	-0,2
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net ⁽³⁾	0,3	0,0
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)	0,4	0,2
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	-53,9	-4,1
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	2,8	-8,7
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	-1,3	2,5
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)	6,8	-12,1
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	8,3	-18,3
Total des autres éléments du résultat global	-45,6	-22,4
RÉSULTAT GLOBAL	57,4	145,2
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	11,1	2,5
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE	46,3	142,7

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables et de présentation ».

(2) En 2013, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement -11,8 millions d'euros sur la Russie, -11,2 millions d'euros sur Hong Kong, -9,9 millions d'euros sur l'Australie, -6,3 millions d'euros sur le Brésil, -4,6 millions d'euros sur le Royaume-Uni, -3,0 millions d'euros sur la France, -2,6 millions d'euros sur les Etats-Unis et -2,4 millions d'euros sur la Norvège. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 2,3 millions d'euros suite à la prise de contrôle conjoint de Russ Outdoor (Russie), à la baisse de 5 % des droits financiers dans le groupe BigBoard (Ukraine), la liquidation de Guangzhou Yong Tong Metro Advertising Ltd. (Chine) et la liquidation de Xpomera AB (Suède).

En 2012, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement -4,0 millions d'euros sur la Chine, 3,7 millions d'euros sur la France, -3,4 millions d'euros sur Hong Kong, -2,0 millions d'euros sur les Etats-Unis, 1,2 million d'euros sur le Royaume-Uni et 1,0 million d'euros sur la Corée du Sud.

(3) En 2013, les impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net sont liés aux écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger. En 2012, les écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger n'ont pas généré d'impôts différés.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère										Participations ne donnant pas le contrôle		Total
	Capital	Primes d'émission	Réserves non distribuées	Autres éléments des capitaux propres						Total Autres éléments	Total	le contrôle	
				Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres				
<i>En millions d'euros</i>													
Capitaux propres au 31 décembre 2011 retraités ⁽¹⁾	3,4	1 010,0	1 451,8	0,0	-0,1	30,6	0,9	-23,4	0,8	8,8	2 474,0	-24,5	2 449,5
Augmentation de capital ⁽²⁾	0,0	5,8	-1,0							0,0	4,8	-0,4	4,4
Distributions de dividendes			-97,6							0,0	-97,6	-8,2	-105,8
Paievements en actions		5,5								0,0	5,5		5,5
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾										0,0	0,0	-15,5	-15,5
Variations de périmètre ⁽⁴⁾			1,8							0,0	1,8	3,5	5,3
Résultat de l'ensemble consolidé			164,3							0,0	164,3	3,3	167,6
Autres éléments du Résultat global				-0,2		-3,3		-18,1		-21,6	-21,6	-0,8	-22,4
Résultat global	0,0	0,0	164,3	-0,2	0,0	-3,3	0,0	-18,1	0,0	-21,6	142,7	2,5	145,2
Autres			-0,2							0,0	-0,2	-0,1	-0,3
Capitaux propres au 31 décembre 2012 retraités ⁽¹⁾	3,4	1 021,3	1 519,1	-0,2	-0,1	27,3	0,9	-41,5	0,8	-12,8	2 531,0	-42,7	2 488,3
Augmentation de capital ⁽²⁾	0,0	28,4	-0,6							0,0	27,8	-1,4	26,4
Distributions de dividendes			-97,7							0,0	-97,7	-11,7	-109,4
Paievements en actions		2,6								0,0	2,6		2,6
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾										0,0	0,0	-4,6	-4,6
Variations de périmètre ⁽⁴⁾			10,1							0,0	10,1	10,6	20,7
Résultat de l'ensemble consolidé			90,5							0,0	90,5	12,5	103,0
Autres éléments du Résultat global				-0,1		-52,3		8,2		-44,2	-44,2	-1,4	-45,6
Résultat global	0,0	0,0	90,5	-0,1	0,0	-52,3	0,0	8,2	0,0	-44,2	46,3	11,1	57,4
Autres			-0,1							0,0	-0,1	-0,1	-0,2
Capitaux propres au 31 décembre 2013	3,4	1 052,3	1 521,3	-0,3	-0,1	-25,0	0,9	-33,3	0,8	-57,0	2 520,0	-38,8	2 481,2

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables et de présentation ».

(2) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et d'actions gratuites et part des minoritaires dans les augmentations et diminutions de capital des sociétés contrôlées.

(3) En 2013, nouvel engagement d'achat lié aux évolutions de périmètre de l'exercice. En 2012, nouveaux engagements d'achat liés aux évolutions de périmètre de l'exercice.

Les effets d'actualisation sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat pour respectivement -2,5 millions d'euros en 2013 contre -10,0 millions d'euros en 2012.

(4) En 2013, mouvements de périmètre suite principalement à la prise de participation de 24,9 % dans la société Ankünder GmbH (Autriche) et à la cession sans perte de contrôle de 20 % de la société JCDecaux Korea (Corée du Sud).

En 2012, mouvements de périmètre suite principalement à la cession partielle sans perte de contrôle de la société Médiakiosk (France) à de nouveaux minoritaires et à la prise de contrôle de la société Megaboard Soravia (Autriche).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

		2013	2012
<i>En millions d'euros</i>			Retraité ⁽¹⁾
Résultat net avant impôts		204,2	259,9
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 6.5	-13,4	-17,8
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	§ 5.4	10,5	7,5
Charges liées aux paiements en actions	§ 6.1	2,6	5,5
Dotations nettes aux amortissements et provisions	§ 6.1 & § 6.2	367,9	285,3
Plus et moins-values de cession & résultat sur variations de périmètre	§ 6.1 & § 6.2	-9,1	-3,9
Charges nettes d'actualisation	§ 6.2	10,3	19,3
Intérêts financiers nets	§ 6.2	13,9	7,7
Dérivés financiers, résultat de change & autres		-9,8	0,4
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-57,8	42,6
Variation des stocks		12,1	-1,9
Variation des clients et autres créances		-102,3	14,7
Variation des fournisseurs et autres dettes		32,4	29,8
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		519,3	606,5
Intérêts financiers payés		-16,5	-17,6
Intérêts financiers reçus		10,1	9,1
Impôt sur le résultat payé		-111,0	-107,5
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	§ 7.1	401,9	490,5
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles		-247,2	-175,4
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise		-61,3	-19,7
Acquisitions d'autres immobilisations financières		-14,5	-5,2
Total Investissements		-323,0	-200,3
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles		25,1	7,6
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée		1,2	0,0
Cessions d'autres immobilisations financières		10,1	7,1
Total Désinvestissements		36,4	14,7
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	§ 7.2	-286,6	-185,6
Distribution mise en paiement		-109,4	-105,8
Réduction des capitaux propres		-2,2	-0,6
Décaissements sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle		-0,1	0,0
Remboursement d'emprunts à long terme		-231,2	-48,6
Remboursement de contrats de location financement		-4,8	-4,3
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de trésorerie		-40,0	-
Besoin de trésorerie (Financement)		-387,7	-159,3
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle		5,1	2,8
Augmentation des capitaux propres		28,6	5,0
Augmentation des emprunts à long terme		535,0	16,9
Dégagement de trésorerie (Financement)		568,7	24,7
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	§ 7.3	181,0	-134,6
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		296,3	170,3
Trésorerie nette d'ouverture	§ 5.13 & § 5.9	445,5	279,0
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements		-9,9	-3,8
Trésorerie nette de clôture ⁽²⁾	§ 5.13 & § 5.9	731,9	445,5

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables et de présentation ».

(2) Dont 744,1 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et -12,2 millions d'euros de concours bancaires au 31 décembre 2013 contre respectivement 458,9 millions d'euros et -13,4 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Les valeurs d'échange des opérations d'échange d'actifs décrites dans le paragraphe 3 « Evolution du périmètre de consolidation » n'ayant pas donné lieu à mouvement de trésorerie, elles n'ont pas été transcrites dans le tableau des flux de trésorerie.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

En 2013, JCDecaux a poursuivi sa stratégie de développement par croissance interne et externe.

En novembre 2013, le Groupe a signé un contrat portant sur l'acquisition de 85 % d'Eumex, groupe spécialisé dans le mobilier urbain sur le continent latino-américain. Eumex opère dans neuf pays d'Amérique latine et a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires publicitaire de l'ordre de 45 millions d'euros. Il est l'opérateur de mobilier urbain leader en Amérique Centrale, en Colombie et au Chili. La finalisation de la transaction est soumise aux conditions réglementaires classiques.

Les principaux partenariats et acquisitions sont détaillés au paragraphe 3.1 « Principaux mouvements de périmètre en 2013 ».

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés de JCDecaux SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 comprennent la société JCDecaux SA et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2013, arrêtés par le Directoire, et approuvés par le Conseil de Surveillance du 5 mars 2014, sont établis en conformité avec les IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application :

- de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 décembre 2013. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB ;
- de positions comptables retenues en l'absence de dispositions prévues par le référentiel normatif.

Ces différentes options et positions sont détaillées comme suit :

Le Groupe a appliqué les normes, amendements de normes et interprétations suivants, adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1er janvier 2013 :

- IAS 19 Révisée « Avantages au personnel » ;
- l'amendement à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global » ;
- l'amendement à IAS 12 « Impôt différé : Recouvrement des actifs sous-jacents » ;
- l'amendement à IFRS 7 « Information à fournir sur la compensation des actifs/passifs financiers » ;
- l'IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » ;
- les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2009-2011.

Les impacts liés à l'application d'IAS 19 Révisée sont présentés au paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables et de présentation ». L'application des autres amendements et normes n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes consolidés 2012 sont maintenus et sont précisés au paragraphe 1.20 « Engagements de rachat de minoritaires ». En particulier, les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées sur le résultat des participations ne donnant pas le contrôle, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants, qu'ils aient été adoptés ou non par l'Union Européenne, lorsque l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2013 :

- Normes et amendements adoptés par l'Union Européenne mais dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2013 :
 - IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
 - IFRS 11 « Partenariats » ;
 - IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
 - IAS 28 (2011) « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » ;
 - l'amendement à IAS 32 « Compensation des actifs/passifs financiers » ;
 - les amendements relatifs aux dispositions transitoires à IFRS 10, 11 et 12 ;
 - les amendements à IFRS 10, 12 et IAS 27 « Entités d'investissements » ;
 - l'amendement à IAS 36 « Information à fournir relative à la valeur recouvrable des actifs non financiers » ;
 - l'amendement à IAS 39 « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture » .

- Normes et amendements non adoptés par l'Union Européenne :
 - IFRS 9 « Instruments financiers » et ses amendements ;
 - l'amendement à IAS 19 « Cotisations sociales de salariés » ;
 - IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique ».

L'impact de ces normes est en cours d'analyse et à ce stade, à l'exception d'IFRS 11, le management prévoit que l'application de ces normes ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

A l'avenir, l'application d'IFRS 11 qui conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint, sera sur 2013 sans impact sur le résultat net du Groupe. En revanche elle aurait eu pour effet sur les données opérationnelles du compte de résultat des états financiers consolidés IFRS 2013, une réduction de 13 % du chiffre d'affaires, une réduction de 17 % de la marge opérationnelle, une réduction de 35 % du résultat d'exploitation et une réduction de 24 % du résultat d'exploitation avant perte de valeur des actifs corporels et incorporels et des goodwill. Afin de refléter la réalité économique des sociétés du Groupe, les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint continueront d'être intégrées proportionnellement dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO), pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance. En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers sera en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuiera sur cette information financière opérationnelle qui sera systématiquement réconciliée avec les états financiers IFRS.

1.2. Première adoption des IFRS

Les premiers comptes établis par le Groupe en conformité avec les IFRS l'ont été au 31 décembre 2005 avec une date de transition au 1er janvier 2004. La norme IFRS 1 prévoyait des exceptions à l'application rétrospective des normes IFRS à la date de transition ; celles retenues par le Groupe sont les suivantes :

- Application prospective de la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises » à partir du 1er janvier 2004. Ainsi, les regroupements d'entreprises ayant une date d'effet antérieure n'ont pas été retraités.
- Dérogation aux dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » pour les montants cumulés des différences de conversion qui existent à la date de transition aux IFRS. Ainsi, le montant cumulé des différences de conversion pour toutes les activités à l'étranger a été remis à zéro au 1er janvier 2004. Les profits et les pertes réalisés lors de la cession ultérieure d'activités à l'étranger excluent de ce fait les différences de conversion nées avant le 1er janvier 2004 et n'incluent que les différences de conversion postérieures à cette date.
- Concernant IAS 19 « Avantages au personnel », il a été choisi de comptabiliser en capitaux propres tous les écarts actuariels cumulés à la date de transition aux IFRS. Cette option sur l'état de situation financière d'ouverture ne remet pas en cause l'utilisation de la méthode du « corridor » utilisée pour les écarts actuariels cumulés générés ultérieurement (jusqu'à l'entrée en vigueur d'IAS 19 Révisée au 1er janvier 2013 avec retraitement rétrospectif).
- Les dispositions de la norme IFRS 2 ont été appliquées aux plans de stock-options postérieurs au 7 novembre 2002 et pour lesquels les droits d'exercice n'étaient pas encore acquis au 1er janvier 2005.
- L'option de réévaluation des immobilisations corporelles à leur juste valeur n'a pas été retenue à la date de transition.

1.3. Périmètre et méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce le contrôle sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse. Le contrôle existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

L'intégration proportionnelle est appliquée aux sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint.

La mise en équivalence est adoptée pour les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées globalement sont éliminées. Les transactions avec les sociétés intégrées selon la méthode de l'intégration proportionnelle sont éliminées à hauteur du pourcentage d'intégration.

Les résultats internes à l'ensemble consolidé sont également éliminés. Les plus ou moins-values sur cessions internes réalisées par une société mise en équivalence sont éliminées à hauteur du pourcentage de détention en contrepartie de la valeur des actifs cédés.

1.4. Enregistrement des opérations en devises dans la monnaie fonctionnelle des entités

Les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours du jour de la transaction. A la date d'arrêté comptable, les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture et les différences de change en résultant sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les actifs monétaires à long terme détenus par une entité du Groupe sur une filiale étrangère pour lesquels aucun règlement n'est ni planifié ni susceptible d'intervenir dans un avenir prévisible, constituent une part de l'investissement net à l'étranger. Ainsi, en application des dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les différences de change portant sur ces éléments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la date de cession de l'investissement. Dans le cas contraire, les différences de change sont enregistrées dans le compte de résultat.

1.5. Conversion des états financiers des filiales

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en Euro qui est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de la société mère.

La conversion des actifs et des passifs des filiales étrangères dans la monnaie de présentation du Groupe s'effectue au taux de change en vigueur à la date de clôture et leur compte de résultat est converti au taux de change moyen de la période. Les écarts résultant de cette conversion sont affectés directement dans les autres éléments du résultat global.

Lors de la cession totale ou partielle, avec perte de contrôle, de la liquidation d'une entité étrangère, ou lors d'une acquisition par étapes, les différences de conversion accumulées en capitaux propres sont recyclées dans le compte de résultat.

1.6. Utilisation d'estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains postes de l'état de situation financière nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres mis en équivalence, de la détermination du montant des provisions pour avantages au personnel et des provisions pour démontage, ainsi que de la valorisation des engagements sur titres. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Ces méthodes d'évaluation sont plus précisément décrites, principalement dans le paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill » et dans le paragraphe 1.22 « Provision pour démontage ». Le résultat des tests de sensibilité est donné au paragraphe 5.3 « Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles » pour la valorisation des goodwill, actifs corporels et autres actifs incorporels, au paragraphe 5.17 « Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie » pour la valorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, au paragraphe 6.5 « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence » pour la valorisation des titres mis en équivalence et au paragraphe 5.12 « Provisions » pour la valorisation des provisions pour démontage et des provisions pour avantages au personnel.

1.7. Distinction courant / non courant

A l'exception des impôts différés qui sont classés en actifs et passifs non courants, les actifs et passifs sont classés en courant lorsque leur recouvrabilité ou leur paiement est prévu au plus tard 12 mois après la date de clôture de l'exercice. Dans le cas contraire, ils sont classés en non courant.

1.8. Immobilisations incorporelles

1.8.1. Frais de développement

Selon la norme IAS 38, les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- l'existence d'avantages économiques futurs probables pour le Groupe ;
- la très forte probabilité de succès du Groupe ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les dépenses de développement immobilisées pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2004 incluent principalement tous les coûts liés au développement, à l'adaptation ou à la mise en valeur de gammes de mobilier urbain, dans le cadre de propositions de contrats ayant une forte probabilité de succès. Ces dépenses comprennent également la conception et la construction de modèles et prototypes.

Le Groupe considère légitime d'activer les coûts des projets liés à la préparation des réponses aux appels d'offres. Compte tenu d'une part, de la nature des coûts engagés (conception et construction de modèles et prototypes), d'autre part du taux de succès du groupe JCDecaux dans le cadre de ses réponses aux appels d'offres de mobilier urbain, le Groupe considère en effet que ces coûts constituent des activités de développement activables, et satisfont aux critères d'activation rappelés ci-avant. En effet, ces coûts se rattachent directement à un contrat donné et sont encourus pour l'obtenir. L'amortissement commence lorsque le projet est concrétisé par un succès à l'appel d'offres, et est étalé sur la durée du contrat. En cas d'insuccès, le montant activé est comptabilisé en charges.

Les frais de développement portés à l'actif sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

1.8.2. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles se rapportent pour l'essentiel aux contrats de Mobilier Urbain, Affichage et Transport reconnus lors de regroupements d'entreprises et sont amorties sur la durée des contrats. Elles comprennent également des droits d'entrée, amortis sur la durée des contrats, ainsi que des logiciels. Seuls les logiciels individualisés et clairement identifiés (notamment de type ERP), sont immobilisés et amortis sur une durée de 5 ans maximum. Les dépenses pour les autres logiciels sont constatées en charges de l'exercice.

1.9. Regroupement d'entreprises, acquisition de participation ne donnant pas le contrôle et cession de participation

La norme IFRS 3 révisée requiert l'application de la « méthode de l'acquisition » aux regroupements d'entreprises, qui consiste à évaluer à leur juste valeur les actifs et passifs acquis.

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise), augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, et diminuée du montant net comptabilisé au titre des actifs identifiables et des passifs repris.

Les goodwill ne sont pas amortis. Le Groupe procède à des tests de pertes de valeur, au moins une fois par an à la date de clôture mais également à tout autre moment s'il existe des indicateurs de perte de valeur. Suite à ces tests de perte de valeur menés conformément à la méthodologie décrite au paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill », une dépréciation des goodwill est constatée, le cas échéant. Une telle dépréciation n'est pas réversible.

Les éventuels badwill sont constatés directement au compte de résultat.

Dans le cadre de l'analyse de la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise, le Groupe est notamment amené à valoriser des contrats et à reconnaître ces éléments en immobilisations incorporelles pour leur juste valeur. Lorsque des contrats déficitaires sont identifiés, le Groupe est amené à constater un passif.

Les normes IFRS offrent aux sociétés un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs obtenus.

Le Groupe enregistre en autres charges opérationnelles les coûts directs liés à l'acquisition, à l'exception des coûts directs liés à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle qui sont enregistrés en capitaux propres.

Pour les acquisitions réalisées par étapes successives, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue au moment de la prise de contrôle. La juste valeur de celle-ci est estimée sur la base du prix d'acquisition diminuée de la prime de contrôle.

Pour toute cession partielle ou totale avec perte de contrôle, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, le résultat de cession ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée.

Par ailleurs, en application de la norme IAS 27, les rachats de participation ne donnant pas le contrôle dans des sociétés contrôlées et les cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle donnent lieu à la comptabilisation en variation de capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société-mère de la différence entre le prix d'acquisition ou de cession et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle. Les entrées et sorties de trésorerie correspondantes sont présentées dans le tableau des flux de trésorerie en « flux de trésorerie nets issus du financement ».

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Mobiliers urbains

Les mobiliers urbains (Atribus, Mupis®, Seniors, Journaux Electroniques d'Information (JEI), Sanisettes, Colonnes Morris, etc.) sont amortis linéairement sur la durée de vie des contrats comprise entre 8 et 20 ans. Les écrans digitaux sont amortis sur une durée comprise entre 5 et 10 ans, leur durée de vie économique étant généralement inférieure à la durée des contrats.

Les coûts de maintenance des mobiliers urbains sont comptabilisés en charges.

Les coûts actualisés de démontage de mobilier en fin de contrat sont comptabilisés à l'actif, en contrepartie d'une provision, et sont amortis sur la durée des contrats.

Panneaux d'affichage

Les panneaux d'affichage font l'objet d'un mode d'amortissement propre aux pays concernés, déterminé en fonction de la réglementation et des conditions économiques locales.

La principale méthode d'amortissement est le mode linéaire sur une durée comprise entre 2 et 10 ans.

Les dotations aux amortissements sont déterminées selon les durées normales d'utilisation suivantes :

DURÉES D'AMORTISSEMENT

Immobilisations corporelles :

- | | |
|---|-------------|
| ▪ Bâtiments et constructions | 10 à 50 ans |
| ▪ Installations techniques, matériel et outillage
(Hors mobiliers urbains et panneaux) | 5 à 10 ans |
| ▪ Mobiliers urbains et panneaux | 2 à 20 ans |

Autres immobilisations corporelles :

- | | |
|------------------------------------|------------|
| ▪ Agencements divers, aménagements | 5 à 10 ans |
| ▪ Matériel de transport | 3 à 10 ans |
| ▪ Matériel informatique | 3 à 5 ans |
| ▪ Mobilier | 5 à 10 ans |

1.11. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill

Les immobilisations corporelles, incorporelles ainsi que les goodwill font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an.

Ce test consiste, pour une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou un groupement d'UGT, à comparer sa valeur nette comptable à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de cet actif (ou du groupe d'actifs considéré) nette des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Lorsque la valeur recouvrable est appréciée par référence à la valeur d'utilité, les prévisions de flux de trésorerie sont déterminées en intégrant des hypothèses de croissance appréciées soit sur la durée des contrats, soit sur une durée de 5 ans avec prise en compte d'une projection à l'infini ainsi qu'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent. Les hypothèses de croissance retenues n'intègrent pas d'opération de croissance externe. Les risques spécifiques à l'UGT testée sont en grande partie traduits dans le choix des hypothèses retenues pour la détermination des flux de trésorerie et dans le taux d'actualisation retenu.

Lorsque la valeur comptable d'un actif (ou d'un groupe d'actifs) devient supérieure à sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat pour ramener la valeur comptable à la valeur recouvrable.

Méthodologie suivie

- Niveau du test
 - Pour les actifs corporels et incorporels, les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau de l'UGT correspondant à l'entité opérationnelle ;
 - Pour les goodwill, les tests sont réalisés au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé pour chaque secteur opérationnel (Mobilier Urbain, Affichage et Transport) en prenant en compte le niveau de synergie attendu entre les UGT elles-mêmes. Ainsi, les tests sont effectués généralement au croisement du secteur opérationnel et de la zone géographique, niveau auquel se situent les synergies commerciales, voire au-delà si la synergie se justifie.

- Taux utilisés

Les valeurs d'utilité prises en compte dans le cadre des tests de perte de valeur sont déterminées sur la base des flux de trésorerie futurs attendus, actualisés à un taux calculé sur la base du coût moyen pondéré du capital. Ce taux reflète les meilleures estimations du management de la valeur temps de l'argent, des risques spécifiques des actifs ou UGT ainsi que de la situation économique des zones géographiques dans lesquelles s'exerce l'activité attachée à ces actifs ou UGT.

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique.

- Valeurs recouvrables

Elles sont déterminées à partir des données budgétaires pour la première année consécutive à la clôture des comptes et d'hypothèses de croissance et d'évolution spécifiques à chaque marché, qui reflètent les perspectives futures attendues. Les valeurs recouvrables sont déterminées sur la base de business plans pour lesquels les modalités de prise en compte des flux futurs de trésorerie diffèrent selon le secteur d'activité considéré avec un horizon généralement supérieur à 5 ans en raison de la nature et de l'activité du Groupe caractérisée par des engagements contractuels de longue durée avec des probabilités très fortes de renouvellement des contrats. Ainsi, de manière générale :

- dans le Mobilier Urbain et le Transport, les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la durée restante du contrat avec prise en compte d'une probabilité de renouvellement à l'échéance, le business plan étant réalisé sur la durée du contrat, généralement comprise entre 5 ans et 20 ans, avec un maximum de 25 ans pour la durée la plus longue ;
- pour l'Affichage, ils sont calculés sur une période de 5 ans avec une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance de 2 % par an pour les pays européens, dont les marchés nous apparaissent matures, et de 3 % pour les autres pays, où l'affichage grand format nous semble bénéficier de conditions de marché plus favorables.

La valeur recouvrable d'un groupe d'UGT est donnée par la somme des valeurs recouvrables des UGT appartenant à ce groupe.

1.12. Titres mis en équivalence

Le goodwill constaté lors de l'acquisition figure dans le montant des titres mis en équivalence.

La quote-part de dépréciation des actifs reconnus lors de l'acquisition ou lors de l'ajustement de juste valeur de ceux existants figure sur la ligne « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ».

Les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de perte de valeur annuel, ou en-dehors de cette périodicité lorsque les conditions existantes laissent supposer que l'actif pourrait être déprécié. Le cas échéant, la perte associée, qui est enregistrée dans le résultat des sociétés mises en équivalence, résulte du calcul de la valeur recouvrable de l'actif, qui se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité basée sur les flux de trésorerie futurs attendus diminués de l'endettement net. La méthodologie suivie pour le calcul des valeurs d'utilité est la même que celle décrite pour les immobilisations corporelles et incorporelles au paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des goodwill ».

1.13. Investissements financiers (Actifs disponibles à la vente)

Cette rubrique comprend les titres de participation dans des entités non consolidées.

Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur, correspondant à leur prix d'acquisition. Par la suite, ils sont évalués à la juste valeur qui, en l'absence de prix coté sur un marché actif, est proche de la valeur d'usage ou d'utilité qui tient compte de la quote-part des capitaux propres et de la valeur probable de recouvrement.

Les variations de valeurs constatées sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Lorsque le titre est cédé, les gains et pertes accumulés dans les capitaux propres sont recyclés en compte de résultat. Lorsqu'une diminution de valeur définitive intervient, le montant des gains accumulés est soldé en totalité ou à due concurrence de celle-ci. La perte nette est enregistrée en résultat si la perte totale est supérieure au total des gains accumulés.

1.14. Autres actifs financiers

Cette rubrique comprend notamment les créances rattachées à des participations, les avances en compte courant accordées aux partenaires des coentreprises et des sociétés contrôlées, à des entités mises en équivalence ou non consolidées ainsi que la quote-part non éliminée des prêts aux sociétés en intégration proportionnelle et les dépôts et cautionnements.

Au moment de la comptabilisation initiale, ils sont évalués à la juste valeur (catégorie IAS 39 Prêts et créances).

Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti.

Une perte de valeur est enregistrée dans le compte de résultat lorsque la valeur de recouvrement de ces prêts et créances devient inférieure à leur valeur comptable.

1.15. Stocks

Les stocks sont composés principalement :

- de pièces nécessaires à la maintenance du mobilier urbain installé ;
- de mobiliers urbains et de panneaux d'affichage en attente de montage ou partiellement montés.

Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et peut également incorporer des coûts de production, d'assemblage et de logistique.

Ils sont, le cas échéant, ramenés à la valeur nette de réalisation lorsque celle-ci est inférieure au coût.

1.16. Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont enregistrées à leur juste valeur qui correspond à la valeur nominale de facturation, sauf si l'effet d'actualisation est significatif. Par la suite, ces créances d'exploitation sont évaluées au coût amorti. Une dépréciation des comptes clients est pratiquée lorsque leur valeur de recouvrement est inférieure à leur valeur comptable.

1.17. Trésorerie gérée

La trésorerie gérée comprend la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers de gestion de trésorerie.

La trésorerie comptabilisée à l'actif de l'état de situation financière comprend la trésorerie en banque et la caisse. Les équivalents de trésorerie sont constitués de titres de placement à court terme et de dépôts à court terme.

Les titres de placement à court terme sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur conformément aux critères définis par la norme IAS 7. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées en résultat financier.

Les actifs financiers de gestion de trésorerie sont des placements liquides à court terme qui ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais qui ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7. Ces actifs sont inclus dans le calcul de la dette nette du Groupe.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie nette comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nette des concours bancaires courants.

1.18. Dettes financières

Les dettes financières sont enregistrées initialement à la juste valeur correspondant en général à la somme reçue diminuée des frais d'émission associés et sont par la suite évaluées au coût amorti.

1.19. Instruments financiers dérivés

Un instrument financier dérivé est un instrument financier qui répond aux trois caractéristiques ci-dessous :

- une variable sous-jacente qui fait varier la valeur du contrat,
- un investissement net initial nul ou faible,
- un règlement à une date future.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'actif ou au passif de l'état de situation financière à leur juste valeur, les variations de valeurs ultérieures étant enregistrées par contrepartie du compte de résultat, sauf s'ils ont été qualifiés de partie efficace de la couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net à l'étranger.

Une comptabilité de couverture peut être adoptée si une relation de couverture entre l'élément couvert (le sous-jacent) et l'instrument dérivé est établie et documentée dès la mise en place de la couverture et que son efficacité est démontrée à l'origine et à chaque arrêté comptable. Aujourd'hui, le Groupe ne met en place que deux types de couverture des actifs et passifs financiers :

- la couverture de juste valeur (« Fair Value Hedge ») qui a pour objectif de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs, passifs ou engagements fermes à l'origine dues à l'évolution des conditions de marché. La variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en contrepartie du compte de résultat - mais elle est neutralisée par les variations symétriques de juste valeur du risque couvert (à l'inefficacité près) ;
- la couverture de flux de trésorerie (« Cash Flow Hedge ») utilisée pour se prémunir contre les variations de flux de trésorerie attribuables à des actifs et passifs existants ou à des transactions futures hautement probables. La part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement dans les autres éléments du résultat global, et la part inefficace est maintenue au compte de résultat. Le montant enregistré dans les autres éléments du résultat global est recyclé en résultat lorsque l'élément couvert affecte lui-même le résultat.

La relation de couverture est traitée par rapport à un unique paramètre de marché, soit dans le cas du Groupe aujourd'hui, un taux de change ou un taux d'intérêt. Lorsqu'un même instrument dérivé couvre à la fois un risque de taux d'intérêt et un risque de change, les impacts taux et change sont traités séparément.

La comptabilité de couverture cesse lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration ou est vendu, résilié ou exercé ou qu'il ne respecte plus les critères de qualification pour la comptabilité de couverture. Dans le cadre d'une couverture de transaction future hautement probable comptabilisée en autres éléments du résultat global, tout profit ou perte cumulé(e) réalisé(e) sur l'instrument de couverture de flux de trésorerie est maintenu(e) en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction prévue se produise. S'il n'est plus attendu que la transaction couverte se produise, le profit ou la perte net(te) cumulé(e) comptabilisé(e) en autres éléments du résultat global est transféré(e) dans le résultat financier de l'exercice.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est comptabilisé(e) directement dans le résultat financier de l'exercice.

Le classement comptable des instruments dérivés en éléments courants ou non courants est déterminé par le classement comptable du sous-jacent auquel ils sont rattachés.

1.20. Engagements de rachat de minoritaires

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes annuels 2012 sont maintenus pour l'ensemble des engagements pris par le Groupe.

L'application de la norme IAS 32 conduit à reconnaître au passif une dette relative aux engagements de rachat des parts des minoritaires dans des filiales du Groupe, ceci non seulement pour la partie déjà comptabilisée en participations ne donnant pas le contrôle (reclassée en dette), mais également pour l'excédent résultant de la valeur actuelle de l'engagement. La contrepartie de cet excédent est imputée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle au passif de l'état de situation financière. Dans l'attente de l'adoption de l'interprétation de l'IFRS IC sur les engagements de rachat de minoritaires, les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées en participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Les engagements comptabilisés à ce titre figurent dans la rubrique au passif de l'état de situation financière « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

1.21. Provision pour retraites et avantages assimilés

Les engagements du Groupe résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, des accords d'entreprise ou des droits légaux en vigueur.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé et les hypothèses démographiques propres à chaque société.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés ou partiellement financés, leurs engagements faisant l'objet d'une provision au passif de l'état de situation financière. Le produit des actifs du régime est estimé à partir du taux d'actualisation utilisé pour la dette actuarielle.

Pour les avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels sont reconnus immédiatement et dans leur intégralité en autres éléments du résultat global sans possibilité de recyclage en résultat. Le coût des services passés est comptabilisé immédiatement et dans son intégralité dans le résultat de la période que les droits soient acquis ou en cours d'acquisition.

Pour les autres avantages à long terme, les écarts actuariels générés ainsi que le coût des services passés sont immédiatement comptabilisés en charges ou en produits, lors de l'exercice de leur constatation.

Les effets de l'actualisation de la provision pour avantages au personnel sont présentés dans le résultat financier.

1.22. Provision pour démontage

Les coûts destinés au démontage des mobiliers en fin de contrat sont enregistrés en provisions si une obligation contractuelle de démontage existe. Ces provisions sont constituées pour la totalité du coût de démontage estimé dès le début du contrat et sont actualisées. En contrepartie, le coût de démontage est comptabilisé à l'actif et amorti sur la durée du contrat. La charge de désactualisation est comptabilisée en charge financière.

1.23. Paiements fondés en actions

1.23.1. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiements fondés en actions », les stock-options accordées aux salariés sont traitées comme un élément de rémunération « versé » en échange de services rendus par eux sur la période s'étendant de la date de leur octroi (« grant date ») à la date à laquelle leur droit d'exercice devient définitif (« vesting date »).

La juste valeur des services rendus est déterminée par référence à la juste valeur des instruments financiers octroyés.

La juste valeur des options est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant, les changements éventuels de juste valeur ultérieurs n'étant pas considérés. Le modèle de valorisation utilisé est le modèle de Black & Scholes sur la base des hypothèses détaillées au paragraphe 6.1 « Charges d'exploitation nettes » ci-après.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des droits d'exercice des options. Cet enregistrement est fait à la fin de chaque arrêté comptable et ce, jusqu'à la date où les droits d'exercice des options du plan considéré sont complètement acquis.

Le montant figurant en capitaux propres reflète la partie écoulee de la période nécessaire à l'acquisition des droits d'exercice des options et la meilleure estimation du management des options octroyées pour lesquelles un droit d'exercice sera effectivement acquis.

Les plans de stock-options sont attribués sur la base d'objectifs individuels et des résultats du Groupe. L'exercice des stock-options est soumis à des conditions de présence dans la société.

1.23.2. Actions gratuites

La juste valeur des actions gratuites est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant. Cette juste valeur de l'action gratuite est déterminée selon le cours à la date d'attribution diminué des dividendes futurs actualisés.

L'attribution de la totalité des actions gratuites s'effectue après une présence continue au sein du Groupe définie en fonction des plans.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'attribution des actions gratuites. Le délai d'acquisition court à compter de la décision du Directoire attribuant les actions gratuites.

1.23.3. Plans de souscription et d'achat dénoués par remise de trésorerie

Les plans de souscription et d'achat d'actions qui seront réglés sous forme de trésorerie, sont évalués à leur juste valeur, constatée en résultat, par contrepartie d'un passif. Ce passif est réévalué à chaque date de clôture jusqu'à son règlement.

1.24. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe provient principalement de la vente d'espaces publicitaires sur des équipements de mobilier urbain, des panneaux d'affichage et de la publicité dans les transports.

Les ventes d'espaces publicitaires, les locations et les prestations de services sont enregistrées en chiffre d'affaires linéairement sur la période de réalisation de la prestation. Le fait générateur de la vente d'espaces publicitaires est le lancement de la campagne publicitaire dont la durée est comprise entre 1 semaine et 6 ans.

Le chiffre d'affaires provenant de la vente d'espaces publicitaires est présenté sur une base nette, après déduction des remises commerciales. Dans certains pays, des commissions sont versées par le Groupe aux agences de publicité et aux centrales d'achat d'espaces publicitaires lorsque celles-ci jouent le rôle d'intermédiaires entre le Groupe et les annonceurs. Ces commissions sont alors déduites du chiffre d'affaires.

Dans les contrats où le Groupe paie une redevance variable, ou bien reverse une partie de ses recettes publicitaires, et dans la mesure où le Groupe assume les risques et avantages liés à l'activité, le Groupe comptabilise en chiffre d'affaires la totalité des recettes publicitaires avant les redevances et reversements, et comptabilise les redevances et la partie du chiffre d'affaires reversée en charges d'exploitation.

Les charges d'escomptes financiers sont déduites du chiffre d'affaires du Groupe.

1.25. Marge opérationnelle

La marge opérationnelle se définit comme le chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.

Elle inclut les dotations aux provisions nettes de reprises relatives aux comptes clients.

La marge opérationnelle est impactée des charges d'escompte comptabilisées en moins du chiffre d'affaires et des produits d'escompte enregistrés en moins des coûts directs d'exploitation, d'une part, et des charges de stock-options ou actions gratuites comptabilisées sur la ligne « Coûts commerciaux, généraux et administratifs », d'autre part.

1.26. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est déterminé à partir de la marge opérationnelle diminuée des consommations de pièces détachées au titre de la maintenance, des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill et des autres charges et produits opérationnels. Les pertes de valeur des stocks sont enregistrées sur la ligne « Pièces détachées maintenance ».

Les autres charges et produits opérationnels comprennent les plus et moins-values de cession d'actifs corporels et incorporels, les plus et moins-values de cession liées à la perte de contrôle de titres de sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale et de l'intégration proportionnelle, ainsi que l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation de la quote-part conservée à sa juste valeur, l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue dans le cas d'un regroupement d'entreprise avec prise de contrôle, les éventuels ajustements de prix provenant d'événements postérieurs à la date d'acquisition, ainsi que les éventuels badwill, les coûts directs liés aux acquisitions, et les éléments non récurrents.

Les charges nettes liées aux résultats des tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées sur la ligne « Dotations aux amortissements et provisions nettes ».

1.27. Impôts différés et exigibles

Les impôts différés sont comptabilisés sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale provenant pour l'essentiel des retraitements de consolidation (harmonisation des méthodes et durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, contrats de location financement, reconnaissance de contrats dans le cadre de la méthode de l'acquisition, etc.). Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées à la date de clôture.

Des impôts différés actif sur déficits reportables sont reconnus lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées. Les prévisions sont réalisées sur un horizon de 3 ans adapté en fonction des particularités de chaque pays.

La loi de finance pour 2010 a remplacé la taxe professionnelle par deux nouvelles contributions : la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

Suite à ce changement et conformément aux normes internationales, le Groupe a qualifié la CVAE comme étant un impôt. Cette qualification en tant qu'impôt sur le résultat entraîne la comptabilisation d'un impôt différé passif calculé sur la base des actifs amortissables des sociétés assujetties à la CVAE. Par ailleurs, la CVAE étant un impôt déductible de l'impôt sur les sociétés, sa comptabilisation génère un impôt différé actif.

1.28. Location financement et location simple

Les contrats de location financement, qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés à l'actif de l'état de situation financière au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont qualifiés de contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

1.29. Résultat par action

Le calcul du résultat de base par action reprend le nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté de l'impact des actions propres. Le calcul dilué prend en compte l'effet dilutif de l'émission et du rachat d'actions et de la levée des stock-options.

2. CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES ET DE PRÉSENTATION

Les comptes consolidés ont été retraités au 1er janvier 2012 suite à l'application d'IAS 19 Révisée « Avantages au personnel » effective au 1er janvier 2013. Les principaux changements pour le Groupe sont les suivants :

- la reconnaissance immédiate et dans leur intégralité des écarts actuariels pour les régimes postérieurs à l'emploi en autres éléments du résultat global, sans possibilité de recyclage en résultat ;
- la comptabilisation immédiate et en totalité des coûts des services passés dans le résultat de la période, que les droits soient acquis ou en cours d'acquisition ;
- les montants reconnus en charges comprennent désormais un coût opérationnel (service cost, modification de plan, impact des réductions et liquidations de régimes) et un coût financier ;
- le produit des actifs du régime est désormais estimé à partir du taux d'actualisation ;
- la différence entre le rendement réel des actifs du régime et le produit des actifs du régime, déterminé par application du taux d'actualisation de la dette, constitue une réestimation qui est désormais comptabilisée en autres éléments du résultat global, sans possibilité de recyclage en résultat ;
- la variation de l'effet du plafonnement de l'excédent d'actif, après déduction de l'intérêt sur l'effet du plafonnement (asset ceiling) est comptabilisée immédiatement en autres éléments du résultat global, sans possibilité de recyclage en résultat.

Le Groupe a décidé de changer la présentation du compte de résultat. En effet, les effets de l'actualisation de la provision pour avantages au personnel, antérieurement présentés dans le résultat d'exploitation, sont désormais présentés dans le résultat financier.

Les changements décrits ci-dessus ont un impact de 1,6 million d'euros sur le résultat net consolidé de l'exercice 2012 qui se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	<i>IAS 19 Révisée</i>
Dotations aux amortissements et provisions nettes	2,9
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2,9
Produits financiers	0,0
Charges financières	-2,1
RÉSULTAT FINANCIER	-2,1
Impôts sur les bénéfices	-0,2
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	1,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	1,6
<i>- Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>-0,1</i>
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1,5
Résultat de base par action (en euros)	0,007
Résultat dilué par action (en euros)	0,007

Les changements décrits ci-dessus ont un impact de -16,7 millions d'euros sur les autres éléments du résultat global de l'exercice 2012 qui se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	IAS 19 Révisée
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	1,6
Ecarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger	0,1
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	0,0
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)	-0,1
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	0,0
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	-8,7
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	2,5
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)	-12,1
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	-18,3
Total des autres éléments du résultat global	-18,3
RÉSULTAT GLOBAL	-16,7
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	-0,1
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE	-16,6

Les changements décrits ci-dessus ont un impact de respectivement -36,9 millions d'euros et -20,2 millions d'euros sur les capitaux propres au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011, qui se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	IAS 19 Révisée	
	31/12/2012	31/12/2011
Titres mis en équivalence	-22,7	-11,4
Impôts différés actif	0,3	0,2
Total Actif	-22,4	-11,2
Réserves consolidées	3,7	3,7
Résultat net part du Groupe	1,5	
Autres éléments des capitaux propres	-41,8	-23,7
- Ecarts actuariels et plafonnement des actifs nets d'impôts	-41,5	-23,4
- Ecarts de conversion	-0,3	-0,3
Participations ne donnant pas le contrôle	-0,3	-0,2
Total des Capitaux Propres	-36,9	-20,2
Provisions	20,9	13,0
Impôts différés passif	-6,4	-4,0
Total des Capitaux Propres et Passif	-22,4	-11,2

Les changements décrits ci-dessus ont un effet net nul sur le tableau des flux de trésorerie de l'exercice 2012 qui se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	IAS 19 Révisée
Résultat net avant impôts	1,8
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-1,0
Dotations nettes aux amortissements et provisions	-2,9
Charges nettes d'actualisation	2,1
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	0,0

3. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

3.1. Principaux mouvements de périmètre en 2013

Les principales variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2013 sont les suivantes :

Acquisitions

Le 12 février 2013, JCDecaux Central Eastern Europe GmbH (Autriche) a pris le contrôle conjoint de la société Russ Out Of Home BV (tête du groupe « Russ Outdoor ») leader sur le marché russe, en acquérant 25 % de cette société. Préalablement à cette opération, JCDecaux Central Eastern Europe GmbH a acquis 45 % d'intérêts complémentaires dans le groupe BigBoard (Russie) puis a apporté 100 % de ces titres russes à Russ Outdoor. Le groupe Russ Outdoor est consolidé en intégration proportionnelle à 25 %.

Dans le cadre de cette transaction, JCDecaux Central Eastern Europe GmbH a également cédé 5 % de ses droits financiers dans le groupe BigBoard (Ukraine). Les sociétés ukrainiennes sont désormais consolidées en intégration proportionnelle à 50 % sans changement du contrôle conjoint.

Le 4 avril 2013, la société Gewista Werbegesellschaft.mmbH (Autriche) a acquis 24,9 % de la société Ankünder GmbH (Autriche) en contrepartie de l'apport à Ankünder GmbH des actifs autrichiens suivants :

- 49 % de participation dans ISPA Werbeges.mmbH et Progress Aussenwerbung GmbH (ces entités restent consolidées en intégration globale avec 42,34 % d'intérêts),
- 49 % de PSG Poster Service GmbH (qui était précédemment consolidée en intégration proportionnelle à 49 %) et
- 100 % de ses actifs corporels en Styrie (Autriche).

La société Ankünder GmbH est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence à 24,9 %.

Le 10 avril 2013, JCDecaux Street Furniture Belgium (anciennement JCDecaux Belgium Publicité SA) a acheté 100 % de la société Insert Belgium SA (Belgique). Cette société est consolidée en intégration globale.

Le 24 avril 2013, JCDecaux Ireland Ltd a acquis 100 % de la société Bravo Outdoor Advertising Limited (Irlande). Cette société est consolidée en intégration globale.

Le 14 juin 2013, JCDecaux France Holding a pris une participation de 16,67 % dans la société CitéGreen (France) qui anime un programme de récompense des éco-gestes. Cette société est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

Cession (sans perte de contrôle)

JCDecaux Out of Home Advertising Pte Ltd (Singapour) a cédé 10 % le 17 juin 2013 et 10% le 30 septembre 2013 du capital de JCDecaux Korea Inc. Cette société reste consolidée en intégration globale à 80 %.

3.2. Effets des acquisitions

Les principales prises de contrôle et de contrôle conjoint réalisées en 2013, concernant Russ Outdoor (Russie), Insert Belgium SA (Belgique) et Bravo Outdoor Advertising Limited (Irlande), ont eu les effets suivants sur les comptes consolidés du Groupe :

<i>(En millions d'euros)</i>		Juste valeur comptabilisée à la date d'acquisition
Actifs non courants		25,3
Actifs courants		40,6
Total Actif		65,9
Passifs non courants		26,2
Passifs courants		29,7
Total Passif		55,9
Actif net à la juste valeur à 100%	(a)	10,0
- dont Participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	<i>(b)</i>	0,5
Contrepartie totale transférée	(c)	96,8
- dont actifs apportés ⁽²⁾		37,3
- dont prix d'acquisition ^{(2) & (3)}		59,5
Goodwill ⁽¹⁾	=(c)-(a)+(b)	87,3
Prix d'acquisition		-59,5
Trésorerie nette acquise		18,0
Acquisitions de titres de participation sur l'exercice		-41,5

(1) L'option de calcul du goodwill complet n'a été retenue pour aucune des acquisitions.

(2) Principalement lié à Russ Outdoor.

(3) Montants avant déduction de la trésorerie nette acquise et incluant les compléments de prix.

Les valeurs d'actifs incorporels ainsi que les goodwill afférents à ces opérations sont déterminés de manière provisoire et sont susceptibles d'évoluer durant le délai nécessaire à la finalisation de l'affectation des goodwill qui peut s'étendre jusqu'à 12 mois après la date de prise de contrôle.

L'impact de ces acquisitions sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe est respectivement de 68,5 millions d'euros et de 6,4 millions d'euros. L'impact complémentaire sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe si ces acquisitions avaient été réalisées au 1er janvier 2013 serait une hausse de 6,9 millions d'euros du chiffre d'affaires et une baisse de 1,4 million d'euros du résultat net part du Groupe.

4. INFORMATION SECTORIELLE

L'information transmise aux membres du Directoire repose sur le secteur d'activité. C'est ce secteur qui est retenu dans le cadre de l'application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». Aucun regroupement de secteurs n'est réalisé.

Concernant les sociétés sous contrôle conjoint, leurs données sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle, telles que communiquées dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire du Groupe, Principal Décideur Opérationnel.

4.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

Définition des secteurs opérationnels

Mobilier Urbain

L'activité Mobilier Urbain couvre de manière générale les conventions publicitaires sur le domaine public signées avec les villes et collectivités locales. Elle comprend également les activités de publicité dans les centres commerciaux, ainsi que les locations de mobiliers, les ventes et locations de matériels, les travaux et entretiens divers, et autres prestations de services.

Transport

L'activité Transport couvre la publicité dans les moyens de transport tels que les aéroports, les métros, les bus, les tramways et les trains.

Affichage

L'activité Affichage couvre de manière générale la publicité sur le domaine privé, telle que l'affichage grand format traditionnel ou rétro-éclairé. Elle comprend également l'affichage lumineux type néons.

Opérations entre les différents secteurs opérationnels

Les prix de transfert entre les secteurs opérationnels sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2013 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	1 191,9	1 014,0	470,3	2 676,2
Marge opérationnelle	391,0	170,2	62,4	623,6
Résultat d'exploitation	180,5	113,0	-73,9	219,6
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes ⁽¹⁾	191,8	17,1	13,2	222,1

(1) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2012 (Retraité) :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	1 171,3	1 012,5	439,0	2 622,8
Marge opérationnelle	374,9	170,6	56,7	602,2
Résultat d'exploitation	158,9	133,8	-19,2	273,5
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes ⁽¹⁾	129,4	24,1	14,3	167,8

(1) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

4.2. Autres informations

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2013 :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	France	Asie- Pacifique	Royaume- Uni	Reste du monde	Amérique du Nord	Elimi- nations	Total
Chiffre d'affaires	741,0	618,8	613,2	309,5	213,8	179,9		2 676,2
Actifs sectoriels non courants ⁽²⁾	1 540,4	740,8	408,5	300,3	271,8	92,2	-551,3	2 802,7
Actifs sectoriels non affectés ⁽³⁾								158,9

(1) Hors France et Royaume-Uni.

(2) Hors impôts différés actif.

(3) Goodwill liés à la publicité dans les Aéroports Monde non affectés par zone géographique : la couverture mondiale étant un facteur de succès pour cette activité tant au point de vue commercial que dans le cadre des renouvellements et des gains de contrats. Le test de perte de valeur s'inscrit dans cette même logique.

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2012 (Retraité) :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	France	Asie- Pacifique	Royaume- Uni	Reste du monde	Amérique du Nord	Elimi- nations	Total
Chiffre d'affaires	759,6	615,2	604,6	316,7	138,2	188,5		2 622,8
Actifs sectoriels non courants ⁽²⁾	1 574,3	799,2	472,2	302,0	118,1	79,2	-521,3	2 823,7
Actifs sectoriels non affectés ⁽³⁾								159,4

(1) Hors France et Royaume-Uni.

(2) Hors impôts différés actif.

(3) Goodwill liés à la publicité dans les Aéroports Monde.

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

5. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

5.1. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Variations de l'exercice 2013 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Goodwill	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP (1)	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2013	1 425,4	33,3	609,5	39,6	2 107,8
Acquisitions / Augmentations		7,8	31,1	9,5	48,4
- Dont échange d'actifs			5,7		5,7
Sorties		-0,4	-3,3	-0,8	-4,5
Variations de périmètre	77,9		4,4	2,9	85,2
Conversion	-17,8	-0,6	-12,5	-0,6	-31,5
Reclassements ⁽²⁾		0,1	12,7	-12,1	0,7
Valeur brute au 31 décembre 2013	1 485,5	40,2	641,9	38,5	2 206,1
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2013	-68,5	-15,7	-345,8	-18,6	-448,6
Dotations		-3,6	-44,8	-0,9	-49,3
Perte de valeur	-126,8		-3,9		-130,7
Sorties		0,4	3,2	0,6	4,2
Variations de périmètre			2,3		2,3
Conversion		0,1	6,9	0,4	7,4
Reclassements ⁽²⁾			-0,5	0,3	-0,2
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2013	-195,3	-18,8	-382,6	-18,2	-614,9
Valeur nette au 1er janvier 2013	1 356,9	17,6	263,7	21,0	1 659,2
Valeur nette au 31 décembre 2013	1 290,2	21,4	259,3	20,3	1 591,2

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Variations de l'exercice 2012 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Goodwill	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP (1)	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2012	1 408,4	28,4	585,4	41,8	2 064,0
Acquisitions / Augmentations		5,5	7,4	8,9	21,8
Sorties		-0,6	-2,1	-11,6	-14,3
Variations de périmètre ⁽²⁾	17,7		12,2		29,9
Conversion	-0,7			0,1	-0,6
Reclassements ⁽³⁾			6,6	0,4	7,0
Valeur brute au 31 décembre 2012	1 425,4	33,3	609,5	39,6	2 107,8
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2012	-30,5	-13,6	-295,1	-18,1	-357,3
Dotations		-2,7	-43,9	-1,2	-47,8
Perte de valeur	-38,0		-8,2		-46,2
Sorties		0,6	2,1	4,4	7,1
Variations de périmètre			-0,9		-0,9
Conversion			0,6	-0,1	0,5
Reclassements ⁽³⁾			-0,4	-3,6	-4,0
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2012	-68,5	-15,7	-345,8	-18,6	-448,6
Valeur nette au 1er janvier 2012	1 377,9	14,8	290,3	23,7	1 706,7
Valeur nette au 31 décembre 2012	1 356,9	17,6	263,7	21,0	1 659,2

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) Comprend l'impact d'ajustements de prix ayant eu lieu durant le délai légal d'affectation, ces ajustements sont non significatifs.

(3) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

5.2. Immobilisations corporelles

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013		31/12/2012 Retraité	
	Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants Nets	Montants nets
Terrains	25,9	-1,0	24,9	23,6
Constructions	87,3	-66,2	21,1	21,3
Installations techniques, matériel et outillage	2 705,2	-1 764,7	940,5	960,9
Matériel de transport	130,9	-87,7	43,2	47,0
Autres	146,3	-129,1	17,2	17,1
En cours, avances et acomptes	60,9	-2,7	58,2	45,9
Total	3 156,5	-2 051,4	1 105,1	1 115,8

Variations de l'exercice 2013 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations tech, mat. & outil.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2013	24,5	83,4	2 680,5	327,4	3 115,8
- Dont location financement		4,3	5,4	18,2	27,9
- Dont coût de démontage			125,2		125,2
Acquisitions		0,8	120,8	99,5	221,1
- Dont acquisitions en location financement				6,7	6,7
- Dont coût de démontage			16,1		16,1
Sorties	-0,2	-1,4	-121,0	-22,2	-144,8
- Dont sorties en location financement				-1,3	-1,3
- Dont coût de démontage			-10,5		-10,5
- Dont échange d'actifs			-3,5		-3,5
Variations de périmètre	2,1	5,3	19,6	4,4	31,4
Reclassements		0,1	63,6	-65,6	-1,9
Conversion	-0,5	-0,9	-58,3	-5,4	-65,1
Valeur brute au 31 décembre 2013	25,9	87,3	2 705,2	338,1	3 156,5
Amortissements au 1er janvier 2013	-0,9	-62,1	-1 719,6	-217,4	-2 000,0
- Dont location financement		-3,9	-5,1	-6,4	-15,4
- Dont coût de démontage			-62,2		-62,2
Dotations nettes des reprises	-0,1	-2,8	-176,5	-18,8	-198,2
- Dont dotations sur location financement		-0,2	-0,3	-3,7	-4,2
- Dont coût de démontage			-12,0		-12,0
Perte de valeur					0,0
Sorties		0,6	110,0	17,2	127,8
- Dont sorties sur location financement				1,2	1,2
- Dont coût de démontage			5,1		5,1
- Dont échange d'actifs			1,7		1,7
Variations de périmètre		-2,4	-12,3	-3,1	-17,8
Reclassements		-0,1	1,7	0,3	1,9
Conversion		0,6	32,0	2,3	34,9
Amortissements au 31 décembre 2013	-1,0	-66,2	-1 764,7	-219,5	-2 051,4
Valeur nette au 1er janvier 2013	23,6	21,3	960,9	110,0	1 115,8
Valeur nette au 31 décembre 2013	24,9	21,1	940,5	118,6	1 105,1

L'impact net des reclassements est nul au 31 décembre 2013.

Variations de l'exercice 2012 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations tech, mat. & outil.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2012	23,8	82,7	2 582,1	316,1	3 004,7
- Dont location financement		4,3	5,4	10,6	20,3
- Dont coût de démontage			105,3		105,3
Acquisitions	0,2	0,6	99,5	86,5	186,8
- Dont acquisitions en location financement				9,6	9,6
- Dont coût de démontage			28,1		28,1
Sorties		-0,1	-79,6	-15,8	-95,5
- Dont sorties en location financement				-3,0	-3,0
- Dont coût de démontage			-7,9		-7,9
Variations de périmètre		0,1	24,4	0,5	25,0
Reclassements	0,2		53,0	-59,9	-6,7
Conversion	0,3	0,1	1,1		1,5
Valeur brute au 31 décembre 2012	24,5	83,4	2 680,5	327,4	3 115,8
Amortissements au 1er janvier 2012	-0,9	-59,7	-1 598,3	-206,4	-1 865,3
- Dont location financement		-3,7	-4,6	-5,1	-13,4
- Dont coût de démontage			-55,8		-55,8
Dotations nettes des reprises		-2,4	-177,4	-19,4	-199,2
- Dont dotations sur location financement		-0,2	-0,5	-3,2	-3,9
- Dont coût de démontage			-11,0		-11,0
Perte de valeur			-0,2		-0,2
Sorties		0,1	73,1	13,5	86,7
- Dont sorties sur location financement				2,6	2,6
- Dont coût de démontage			4,6		4,6
Variations de périmètre			-18,8	-0,4	-19,2
Reclassements			4,0	-4,6	-0,6
Conversion		-0,1	-2,0	-0,1	-2,2
Amortissements au 31 décembre 2012	-0,9	-62,1	-1 719,6	-217,4	-2 000,0
Valeur nette au 1er janvier 2012	22,9	23,0	983,8	109,7	1 139,4
Valeur nette au 31 décembre 2012	23,6	21,3	960,9	110,0	1 115,8

L'impact net des reclassements est de -7,3 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Au 31 décembre 2013, la valeur nette des immobilisations corporelles en location financement s'élève à 14,9 millions d'euros contre 12,5 millions d'euros au 31 décembre 2012 et se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012 Retraité
Constructions	0,2	0,4
Panneaux	0,0	0,3
Matériel de transport	14,5	11,7
Autres immobilisations corporelles	0,2	0,1
Total	14,9	12,5

Plus de 80 % des immobilisations corporelles du Groupe sont constituées de mobilier urbain et autres structures publicitaires. Ces immobilisations représentent une gamme de produits très divers (Seniors, MUPIs®, colonnes, mâts drapeaux, abribus, sanitaires, bancs, vélos, bornes de propreté etc.). Ces actifs sont détenus en pleine propriété (contrôlés par le Groupe) et le chiffre d'affaires publicitaire du Groupe correspond à la vente des espaces publicitaires présents sur certains de ces mobiliers. La valeur nette comptable des constructions s'élève à 21,1 millions d'euros. Le Groupe est propriétaire de 99 % des constructions, le restant étant détenu en location financement. Les constructions sont composées de bâtiments administratifs et d'entrepôts principalement en Allemagne et en France pour respectivement 7,4 millions d'euros et 4,2 millions d'euros.

5.3. Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles

Les goodwill et les immobilisations corporelles et incorporelles se réfèrent aux groupements d'UGT suivants :

	31/12/2013			31/12/2012 Retraité		
	Goodwill	Actifs corporels / incorporels (1)	Total	Goodwill	Actifs corporels / incorporels (1)	Total
<i>En millions d'euros</i>						
Mobilier Urbain Europe (hors France et Royaume-Uni)	363,6	444,1	807,7	373,5	442,3	815,8
Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni)	147,9	66,8	214,7	226,8	73,4	300,2
Aéroports Monde	158,9	42,1	201,0	159,4	40,3	199,7
Affichage Royaume-Uni	153,5	45,3	198,8	156,7	47,7	204,4
Affichage France	115,4	10,9	126,3	144,9	14,6	159,5
Autres (2)	350,9	762,9	1 113,8	295,6	762,1	1 057,7
Total	1 290,2	1 372,1	2 662,3	1 356,9	1 380,4	2 737,3

Ce tableau prend en compte les pertes de valeur constatées sur les immobilisations corporelles et incorporelles et les goodwill.

- (1) Les actifs incorporels et corporels sont présentés nets des provisions pour contrat déficitaire, d'un montant de respectivement 6,7 millions d'euros et 5,4 millions d'euros au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, et sont également présentés diminués des impôts différés passifs nets liés aux contrats reconnus dans le cadre du regroupement d'entreprises, d'un montant de respectivement 27,3 millions d'euros et 32,3 millions d'euros au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012.
- (2) Dont Transport Europe (hors France et Royaume-Uni, et hors aéroports) : goodwill de 26,3 millions d'euros et actifs corporels / incorporels (nets des provisions pour contrat déficitaire et nets des impôts différés passifs nets liés aux contrats reconnus dans le cadre du regroupement d'entreprises) de 23,6 millions d'euros au 31 décembre 2013, goodwill de 48,0 millions d'euros et actifs corporels / incorporels (nets des provisions pour contrat déficitaire et nets des impôts différés passifs nets liés aux contrats reconnus dans le cadre du regroupement d'entreprises) de 21,2 millions d'euros au 31 décembre 2012.

En Europe et en France, les performances de l'activité Affichage qui continuent d'être décevantes, ainsi qu'un climat économique général qui demeure difficile, ont conduit à la constatation en résultat d'exploitation d'une dotation de perte de valeur globale de -132 millions d'euros sur les actifs du Groupe, au 31 décembre 2013. Cette charge se décompose en une dotation de perte de valeur de -3,9 millions d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles et une perte de valeur de -126,8 millions d'euros sur les goodwill, dont -77,3 millions d'euros sur le goodwill de l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni), -29,5 millions d'euros sur le goodwill de l'UGT Affichage France et -20,0 millions d'euros sur le goodwill de l'UGT Transport Europe (hors France et Royaume-Uni, et hors aéroports), ainsi qu'une dotation nette aux provisions pour perte à terminaison de -1,3 million d'euros.

Les tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles ont un impact négatif de -129,3 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe.

Le taux d'actualisation, le taux de croissance de la marge opérationnelle et le taux de croissance à l'infini pour les projections de l'activité Affichage sont considérés comme les hypothèses-clés retenues par le Groupe dans le cadre des tests de perte de valeur.

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique s'échelonnant de 7,5 % à 19,5 %, pour la zone présentant le plus de risque. Le taux après impôt de 7,5 %, en 2013, le même qu'en 2012, est utilisé notamment en Europe Occidentale (hors Espagne, Portugal, Italie et Irlande), Amérique du Nord, Japon, Singapour et Australie, où le Groupe exerce 63 % de son activité. Le taux d'actualisation moyen du Groupe ressort ainsi à 9,1 % en 2013. Pour les UGT Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni) et Transport Europe (hors France et Royaume-Uni, et hors aéroports), qui ont fait l'objet d'une dotation de perte de valeur au cours de cet exercice, le taux d'actualisation moyen est de respectivement 8,8 % et 8,4 %.

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation entraînerait une perte de valeur de -1,8 million d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles et de -40,9 millions d'euros sur les goodwill (dont -14,7 millions d'euros sur le goodwill de l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni), -14,2 millions d'euros sur le goodwill de l'UGT Affichage Royaume-Uni, -10,5 millions d'euros sur le goodwill de l'UGT Affichage France et -1,5 million d'euros sur le goodwill de l'UGT Transport Europe (hors France et Royaume-Uni, et hors aéroports)).

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance normatif de la marge opérationnelle entraînerait une perte de valeur de -2,1 millions d'euros sur les immobilisations corporelles et incorporelles et de -23,7 millions d'euros sur les goodwill (dont -9,1 millions d'euros sur le goodwill de l'UGT Affichage France, -6,3 millions d'euros sur le goodwill de l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni), -6,3 millions d'euros sur le goodwill de l'UGT Affichage Royaume-Uni et de -2,0 millions d'euros sur le goodwill de l'UGT Transport Europe (hors France et Royaume-Uni, et hors aéroports)).

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie pour l'activité Affichage entraînerait une perte de valeur de -31,2 millions d'euros sur les goodwill de cette activité (dont -11,6 millions d'euros sur le goodwill de l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni), -11,1 millions d'euros sur le goodwill de l'UGT Affichage Royaume-Uni, -8,5 millions d'euros sur le goodwill de l'UGT Affichage France)).

Le résultat des tests de perte de valeur réalisés sur les sociétés mises en équivalence est décrit au paragraphe 6.5 « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ».

5.4. Titres mis en équivalence

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012 Retraité
Allemagne		
Stadtreklame Nürnberg GmbH	11,3	11,4
Autriche		
Ankündiger GmbH ⁽¹⁾	19,8	na
Chine		
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	0,1	0,1
France		
Metrobus	14,0	14,4
CitéGreen ⁽²⁾	0,3	na
Hong Kong		
Bus Focus Ltd	0,9	1,0
Poad	5,5	4,9
Suisse		
APG SGA SA	122,2	112,6
Macao		
CNDecaux Airport Media Co. Ltd	0,1	0,1
Total ⁽³⁾	174,2	144,5

(1) Société acquise le 4 avril 2013.

(2) Société acquise le 14 juin 2013.

(3) Dont goodwill de 119,7 millions d'euros, principalement 82,9 millions d'euros sur APG|SGA SA.

Les éléments financiers caractéristiques de l'état de situation financière des sociétés mises en équivalence sont les suivants ^(*) :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013				31/12/2012 Retraité			
	%	Total	Total	Total	%	Total	Total	Total
	intégra- tion	actif	Passif (hors capitaux propres)	Situation Nette	intégra- tion	actif	Passif (hors capitaux propres)	Situation Nette
Allemagne								
Stadtreklame Nürnberg GmbH	35%	16,6	6,5	10,1	35%	16,1	5,5	10,6
Autriche								
Ankündiger GmbH ⁽¹⁾	24,9%	32,3	14,6	17,7	na	na	na	na
Chine								
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	40%	0,4	0,1	0,3	40%	0,5	0,2	0,3
France								
Metrobus	33%	64,3	62,9	1,4	33%	65,9	63,2	2,7
CitéGreen ⁽²⁾	16,67%	0,6	0,1	0,5	na	na	na	na
Hong Kong								
Bus Focus Ltd	40%	3,2	0,9	2,3	40%	3,6	1,2	2,4
Poad	49%	21,3	10,0	11,3	49%	22,9	12,9	10,0
Suisse								
APG SGA SA ⁽³⁾	30%	242,6	111,5	131,1	30%	261,6	162,5	99,1
Macao								
CNDecaux Airport Media Co. Ltd	30%	0,5	0,1	0,4	30%	0,7	0,4	0,3

(*) Données à 100 % et retraitées aux normes IFRS.

(1) Société acquise le 4 avril 2013.

(2) Société acquise le 14 juin 2013.

(3) La valorisation à 30 % de APG|SGA SA au cours de bourse du 30 décembre 2013 s'élève à 182,6 millions d'euros.

La variation des titres mis en équivalence est la suivante sur 2013 :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012 Retraité	Résultat	Dividendes	Conversion	Périmètre	Ecart actuaries	Autres	31/12/2013
Stadtreklame Nürnberg GmbH	11,4	0,7	-0,8					11,3
Ankündler GmbH ⁽¹⁾	0,0	0,5			19,3			19,8
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	0,1							0,1
Metrobus	14,4	0,1	-0,3			-0,2		14,0
CitéGreen ⁽²⁾	0,0				0,3			0,3
Bus Focus Ltd	1,0	0,4	-0,4	-0,1				0,9
Poad	4,9	2,3	-1,5	-0,2				5,5
APG SGA SA	112,6	9,4	-7,5	0,4		7,0	0,3	122,2
CNDecaux Airport Media Co. Ltd	0,1							0,1
Total	144,5	13,4	-10,5	0,1	19,6	6,8	0,3	174,2

(1) Société acquise le 4 avril 2013

(2) Société acquise le 14 juin 2013

5.5. Autres actifs financiers (courant et non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012 Retraité
Prêts	22,2	21,7
Créances rattachées à des participations	7,2	5,5
Autres immobilisations financières	20,1	9,4
Total	49,5	36,6

Les autres actifs financiers sont principalement composés d'avances en compte courant accordées aux partenaires des coentreprises et des sociétés contrôlées, à des entités mises en équivalence ou non consolidées, de la quote-part non éliminée des prêts aux sociétés en intégration proportionnelle, ainsi que de dépôts et cautionnements.

L'échéance des autres actifs financiers se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012 Retraité
≤ 1 an	17,1	12,4
> 1 an & ≤ 5 ans	28,8	22,4
> 5 ans	3,6	1,8
Total	49,5	36,6

5.6. Autres créances (non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012 Retraité
- Créances diverses	2,7	11,7
<i>Dépréciation des créances diverses</i>	-2,2	-2,1
- Créances fiscales	1,1	1,0
- Charges constatées d'avance	54,7	25,8
Total Autres créances (actifs non courants)	58,5	38,5
Total Dépréciation des Autres créances (non courant)	-2,2	-2,1
Total	56,3	36,4

5.7. Stocks

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012 Retraité
Valeur brute des stocks	106,1	119,3
<i>Matières premières, approv. & marchandises</i>	76,3	84,2
<i>Produits intermédiaires et finis</i>	29,8	35,1
Dépréciation	-20,6	-20,5
<i>Matières premières, approv. & marchandises</i>	-13,3	-13,0
<i>Produits intermédiaires et finis</i>	-7,3	-7,5
Total	85,5	98,8

5.8. Clients et autres débiteurs

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012 Retraité
- Créances clients	661,4	629,6
<i>Dépréciation des créances clients</i>	-30,0	-31,7
- Créances diverses	21,3	13,8
<i>Dépréciation des créances diverses</i>	-1,7	-2,6
- Autres créances d'exploitation	16,3	19,7
<i>Dépréciation des autres créances d'exploitation</i>	-0,1	-0,6
- Créances fiscales diverses	37,2	28,9
- Créances sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,1	14,1
- Créances sur cession d'immobilisations financières	1,5	2,6
- Avances et acomptes versés	7,2	7,5
- Charges constatées d'avance	64,3	48,4
Total Clients et autres débiteurs	809,3	764,6
Total Dépréciation des créances clients et autres débiteurs	-31,8	-34,9
Total	777,5	729,7

L'augmentation des créances clients et autres débiteurs de 47,8 millions d'euros au 31 décembre 2013 est principalement liée à la progression de l'activité.

Le solde des créances clients échues et non provisionnées est de 246,2 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 246,4 millions d'euros au 31 décembre 2012. 5,7 % des créances clients non provisionnées sont échues de plus de 90 jours au 31 décembre 2013, contre 6,9 % au 31 décembre 2012. Ces créances ne font pas l'objet de dépréciation car le Groupe considère qu'elles ne présentent pas de risque de recouvrement.

5.9. Trésorerie gérée

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012 Retraité
Trésorerie	203,6	87,6
Equivalents de trésorerie	540,5	371,3
Total Trésorerie et Equivalents de trésorerie	744,1	458,9
Actifs financiers de gestion de trésorerie ⁽¹⁾	40,7	0,0
Total Trésorerie gérée	784,8	458,9

(1) Les actifs financiers de gestion de trésorerie sont des placements liquides à court terme qui ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais qui ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

Au 31 décembre 2013, le Groupe dispose de 784,8 millions d'euros de trésorerie gérée, dont 744,1 millions d'euros de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et 40,7 millions d'euros d'actifs financiers de gestion de trésorerie. Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires, dont 10,5 millions d'euros sont placés en garantie au 31 décembre 2013, contre 8,5 millions d'euros au 31 décembre 2012.

5.10. Impôts différés nets

5.10.1. Impôts différés comptabilisés

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012 Retraité
Immobilisations corporelles et incorporelles	-113,0	-119,6
Reports déficitaires	5,8	8,0
Provision pour démontage	17,0	16,9
Provision pour engagements envers le personnel	17,1	17,7
Autres	9,2	10,2
Total	-63,9	-66,8

5.10.2. Variation des impôts différés nets

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012 Retraité	Charge nette	Reclassement	ID/Ecarts Actuariels	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2013
Impôts différés actif	29,9	0,2	-0,2		-1,5	-1,6	26,8
Impôts différés passif	-96,7	2,8	0,2	-1,3	2,4	1,9	-90,7
Total	-66,8	3,0	0,0	-1,3	0,9	0,3	-63,9

5.10.3. Impôts différés actif sur reports déficitaires non reconnus

Au 31 décembre 2013, le montant des impôts différés actif liés à des reports déficitaires non reconnus s'élève à 39,8 millions d'euros, contre 36,4 millions d'euros au 31 décembre 2012.

5.11. Capitaux propres

Composition du capital

Au 31 décembre 2013, le capital s'établit à 3 407 037,60 euros divisé en 223 486 855 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2013 et au 31 décembre 2013

Nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2013	222 158 884
Emission d'actions suite à la remise d'actions gratuites	29 446
Emission d'actions suite aux levées d'options	1 298 525

Nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2013 223 486 855

Au 31 décembre 2013, JCDecaux SA ne détient aucune action propre.

L'Assemblée Générale du 15 mai 2013 a décidé le versement d'un dividende de 0,44 euro pour chacune des 222 158 884 actions composant le capital social au 31 décembre 2012. Cette distribution est soumise au paiement de la taxe de 3 % sur les dividendes enregistrée en impôts au compte de résultat.

5.12. Provisions

Les provisions se décomposent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012 Retraité
Provisions pour démontage	184,4	182,2
Provisions pour retraites et avantages assimilés	61,6	62,8
Provisions pour litiges	10,4	9,5
Autres provisions	18,5	18,2
Total	274,9	272,7

Variation des provisions

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2012		Actuali- sation ⁽¹⁾	Reprises		Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Reclas- sements	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2013
	Retraité	Dotations		Consommées	Non consommées					
Provisions pour démontage	182,2	12,8	8,3	-6,6	-8,4			-3,9		184,4
Provisions pour retraites et avantages assimilés	62,8	4,0	2,0	-3,0	-1,0	-2,8		-0,4		61,6
Provisions pour litiges	9,5	2,7		-1,2	-0,5			-0,1		10,4
Autres provisions	18,2	4,7		-2,5	-2,1		0,4	-0,4	0,2	18,5
Total	272,7	24,2	10,3	-13,3	-12,0	-2,8	0,4	-4,8	0,2	274,9

(1) Dont 3,3 millions d'euros constatés en contrepartie des immobilisations corporelles.

5.12.1. Provisions pour démontage

Les provisions sont principalement constituées des provisions pour démontage concernant le mobilier urbain. Elles sont déterminées à l'issue de chaque exercice en fonction du parc et du coût unitaire de démontage (main d'œuvre, coût de la destruction et de la réfection des sols). Au 31 décembre 2013, la durée résiduelle moyenne des contrats qui constitue la base de calcul de la provision pour démontage est de 7 ans.

Les provisions pour démontage font l'objet d'une actualisation au taux de 2,6 % au 31 décembre 2013, contre un taux de 2,9 % au 31 décembre 2012. Le changement de taux a pour effet une augmentation des provisions pour démontage de 3,3 millions d'euros, en contrepartie des immobilisations corporelles dans l'état de situation financière. L'utilisation d'un taux de 2,1 % (variation de 50 points de base) aurait conduit à une provision complémentaire de l'ordre de 6,2 millions d'euros.

5.12.2. Provisions pour retraites et avantages assimilés

5.12.2.1. Caractéristiques des plans à prestations définies

Les engagements à prestations définies du Groupe vis-à-vis du personnel sont principalement constitués d'engagements de retraite (indemnités conventionnelles de départs et prestations de retraites, retraites complémentaires dont bénéficient les cadres dirigeants de certaines filiales du Groupe) et d'autres avantages à long terme versés pendant la durée de l'emploi tels que les médailles du travail ou jubilés.

Les engagements du Groupe concernent principalement la France, le Royaume-Uni et l'Autriche.

En France, les indemnités de fin de carrière sont calculées selon la convention nationale de la Publicité. Une partie de l'engagement est couvert par les cotisations versées à un fonds externe par les sociétés françaises du Groupe JCDecaux.

Au Royaume-Uni, les engagements de retraite sont principalement constitués d'un plan de pension dont bénéficiait un certain nombre de salariés de la société JCDecaux UK Ltd. En décembre 2002, les droits acquis au titre de ce régime ont été gelés.

En Autriche, les engagements sont principalement constitués d'indemnités légales de départ.

5.12.2.2. Informations financières

Les provisions sont calculées avec les hypothèses suivantes :

	2013	2012 Retraité
Taux d'actualisation ⁽¹⁾		
Zone Euro	3,30 %	3,30 %
Royaume-Uni	4,50 %	4,50 %
Taux de revalorisation de salaires		
Zone Euro	2,21 %	2,53 %
Royaume-Uni ⁽²⁾	NA	NA
Taux d'inflation		
Zone Euro	2,00 %	2,00 %
Royaume-Uni	2,40 %	2,00 %

(1) Les taux d'actualisation sur les zones Euro et Royaume-Uni sont issus des données Iboxx et sont déterminés sur la base du taux de rendement d'obligations émises par des entreprises privées de première qualité (notées AA).

(2) Le plan UK étant gelé, pas de prise en compte de revalorisation de salaires.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante :

▪ en 2012 (Retraité) :

<i>En millions d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Evolution de la dette actuarielle				
Dette actuarielle à l'ouverture	16,8	68,7	7,2	92,7
Coût des services rendus	0,8	2,1	0,6	3,5
Charge d'intérêt	0,5	3,4	0,3	4,2
Coût des services passés	-0,1			-0,1
Transferts de régimes ⁽¹⁾	-4,8	4,8		0,0
Ecart actuariels ⁽²⁾	1,4	7,9	0,2	9,5
Prestations payées	-0,8	-2,1	-0,5	-3,4
Conversion		0,9		0,9
Autres		0,1		0,1
Dette actuarielle à la clôture	13,8	85,8	7,8	107,4
<i>dont France</i>	<i>7,4</i>	<i>42,4</i>	<i>4,4</i>	<i>54,2</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>6,4</i>	<i>43,4</i>	<i>3,4</i>	<i>53,2</i>
Evolution des actifs				
Actifs à l'ouverture		41,3		41,3
Produit d'intérêt		2,1		2,1
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêt		0,5		0,5
Contributions employeur		2,2		2,2
Prestations payées		-2,1		-2,1
Conversion		0,8		0,8
Autres				0,0
Actifs à la clôture		44,8		44,8
<i>dont France</i>		<i>6,6</i>		<i>6,6</i>
<i>dont autres pays</i> ⁽³⁾		<i>38,2</i>		<i>38,2</i>
Provisions				
Couverture financière	13,8	41,0	7,8	62,6
Plafonnement des actifs		0,2		0,2
Provisions à la clôture	13,8	41,2	7,8	62,8
<i>dont France</i>	<i>7,4</i>	<i>35,8</i>	<i>4,4</i>	<i>47,6</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>6,4</i>	<i>5,4</i>	<i>3,4</i>	<i>15,2</i>
Charge de retraite				
Charge d'intérêt	0,5	3,4	0,3	4,2
Produit d'intérêt		-2,1		-2,1
Coût des services rendus	0,8	2,1	0,6	3,5
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à LT			0,3	0,3
Coût des services passés	-0,1			-0,1
Autres	0,8	-0,8		0,0
Charge de l'exercice	2,0	2,6	1,2	5,8
<i>dont France</i>	<i>1,3</i>	<i>2,3</i>	<i>0,5</i>	<i>4,1</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>0,7</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>1,7</i>

(1) Reclassement entre le régime financé et le régime non financé de la dette actuarielle en France pour un montant de 4,8 millions d'euros.

(2) Dont 1,3 million d'euros lié aux écarts d'expérience et 8,2 millions d'euros liés aux hypothèses financières.

(3) Principalement le Royaume-Uni.

▪ en 2013 :

<i>En millions d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Evolution de la dette actuarielle				
Dette actuarielle à l'ouverture	13,8	85,8	7,8	107,4
Coût des services rendus	1,0	2,5	0,5	4,0
Charge d'intérêt	0,5	3,1	0,2	3,8
Coût des services passés			-0,9	-0,9
Ecart actuariel ⁽¹⁾	-0,6	-2,1	-0,3	-3,0
Prestations payées	-0,5	-1,9	-0,4	-2,8
Conversion	-0,2	-1,1		-1,3
Autres	0,4	-0,4		0,0
Dette actuarielle à la clôture	14,4	85,9	6,9	107,2
<i>dont France</i>	<i>7,6</i>	<i>42,9</i>	<i>4,5</i>	<i>55,0</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>6,8</i>	<i>43,0</i>	<i>2,4</i>	<i>52,2</i>
Evolution des actifs				
Actifs à l'ouverture		44,8		44,8
Produit d'intérêt		1,8		1,8
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêts		-0,1		-0,1
Contributions employeur		1,9		1,9
Prestations payées		-1,9		-1,9
Conversion		-0,9		-0,9
Autres				0,0
Actifs à la clôture		45,6		45,6
<i>dont France</i>		<i>6,9</i>		<i>6,9</i>
<i>dont autres pays</i> ⁽²⁾		<i>38,7</i>		<i>38,7</i>
Provisions				
Couverture financière	14,4	40,3	6,9	61,6
Plafonnement des actifs				0,0
Provisions à la clôture	14,4	40,3	6,9	61,6
<i>dont France</i>	<i>7,6</i>	<i>36,0</i>	<i>4,5</i>	<i>48,1</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>6,8</i>	<i>4,3</i>	<i>2,4</i>	<i>13,5</i>
Charge de retraite				
Charge d'intérêt	0,5	3,1	0,2	3,8
Produit d'intérêt		-1,8		-1,8
Coût des services rendus	1,0	2,5	0,5	4,0
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à LT			-0,3	-0,3
Coût des services passés	0,0	0,0	-0,9	-0,9
Autres				0,0
Charge de l'exercice	1,5	3,8	-0,5	4,8
<i>dont France</i>	<i>0,8</i>	<i>3,4</i>	<i>0,4</i>	<i>4,6</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,2</i>

(1) Dont -0,5 million d'euros lié aux écarts d'expérience, -2,0 millions d'euros liés aux hypothèses financières et -0,5 million d'euros lié aux hypothèses démographiques.

(2) Principalement le Royaume-Uni.

La dette actuarielle du Groupe au 31 décembre 2013 s'élève à 107,2 millions d'euros et est principalement située dans trois pays : France (51 % de la dette actuarielle totale), Royaume-Uni (36 %) et Autriche (7 %).

Les évaluations ont été effectuées par un actuaire indépendant qui a également réalisé des tests de sensibilité pour chacun des plans.

Les résultats des tests de sensibilité montrent que :

- une diminution de 50 points de base du taux d'actualisation aurait un impact à la hausse de 6,9 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de la dette actuarielle ;
- une augmentation de 50 points de base du taux de revalorisation des salaires aurait un impact à la hausse de 3,5 millions d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle ;

- une augmentation de 50 points de base du taux d'inflation aurait un impact à la hausse de 2,1 millions d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle.

Les variations observées dans le cadre de ces tests de sensibilité ne remettent pas en cause les taux retenus dans le cadre de l'établissement des comptes, taux jugés les plus proches du marché.

Les mouvements nets des provisions pour retraites et avantages assimilés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012 Retraité
Au 1er janvier	62,8	51,6
Charge de l'exercice	4,8	5,8
Ecart de conversion	-0,4	0,1
Cotisations versées	-1,9	-2,2
Prestations payées	-0,9	-1,3
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	-2,8	8,7
Autres	0,0	0,1
Au 31 décembre	61,6	62,8
Dont comptabilisé en :		
- en résultat d'exploitation	0,0	-0,2
- en résultat financier	-2,0	-2,1
- en autres éléments du résultat global	-2,8	8,7

La décomposition des actifs des régimes couverts est la suivante :

	2013		2012 Retraité	
	En M€	En %	En M€	En %
Actions	20,8	46%	20,3	45%
Obligations d'état	14,1	31%	19,6	44%
Obligations d'entreprises	5,6	12%		
Immobilier	2,0	4%	1,9	4%
Contrats d'assurance	2,8	6%		
Autres	0,3	1%	3,0	7%
Total	45,6	100%	44,8	100%

Les actifs de couverture sont des actifs cotés en dehors de l'immobilier qui est non coté.

5.12.2.3. Informations sur les flux futurs

Le Groupe prévoit de verser en 2014 des cotisations aux fonds de couverture pour 1,5 million d'euros.

La durée moyenne pondérée est de respectivement 11 ans et 16 ans pour la zone Euro et au Royaume-Uni.

Le régime de retraite de JCDecaux UK Ltd au Royaume-Uni est un régime fermé depuis décembre 2002. Il ne reste aujourd'hui que des différés ou des retraités dans ce régime. Des évaluations "Funding" sont menées tous les 3 ans afin de définir le niveau de déficit du régime en accord avec les Trustees et l'employeur conformément à la réglementation. Un calendrier de cotisations est actuellement défini jusqu'en 2024.

5.12.2.4. Régimes à cotisations définies

Les cotisations versées au titre des régimes à cotisations définies représentent 31,6 millions d'euros en 2013 (dont 0,7 million d'euros de cotisations versées au régime multi-employeur en Finlande) contre 31,8 millions d'euros en 2012 (dont 0,8 million d'euros de cotisations versées au régime multi-employeur en Finlande).

5.12.2.5. Régimes multi-employeurs

Le Groupe participe à trois plans multi-employeur à prestations définies couverts par des actifs en Suède (ITP Plan). Une évaluation est faite selon les normes locales chaque année. A ce jour, il n'est pas possible de déterminer de façon isolée la dette actuarielle de la société JCDecaux Sverige AB. Au 31 décembre 2012, les trois plans étaient en surplus pour un montant total de 10,0 millions d'euros, au niveau national, selon les évaluations locales propres à ces engagements. La charge reconnue dans les comptes

consolidés du Groupe au titre de ces trois plans est égale aux cotisations versées sur l'année 2013, soit 0,3 million d'euros. Le niveau des cotisations des trois plans sera réduit en 2014.

5.12.3. Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges représentent un montant de 10,4 millions d'euros au 31 décembre 2013. Les risques provisionnés sur la ligne « Autres provisions » sont reclassés sur la ligne « Provisions pour litiges » dès lors qu'une procédure est engagée.

Le Groupe JCDecaux est partie à plusieurs litiges relatifs aux modalités de mise en œuvre de certains de ses contrats avec ses concédants et à ses relations avec les fournisseurs. Par ailleurs, la particularité de son activité (contrats avec des collectivités publiques en France et à l'étranger) peut générer des procédures contentieuses spécifiques. Le Groupe JCDecaux est partie à des litiges concernant l'attribution ou la résiliation de contrats de mobilier urbain et/ou d'affichage, ainsi que des litiges fiscaux.

La direction juridique du Groupe recense l'ensemble des litiges (nature, montants, procédure, niveau de risque), en fait un suivi régulier et croise ces informations avec celles détenues par la direction financière. Le montant des provisions constituées pour ces litiges résulte d'une analyse au cas par cas, en fonction des positions des plaignants, de l'appréciation des conseils juridiques du Groupe et des éventuels jugements prononcés.

5.12.4. Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions d'un montant de 18,5 millions d'euros sont constituées à hauteur de 7,1 millions d'euros de provisions pour risques fiscaux, à hauteur de 6,7 millions d'euros de provisions pour perte à terminaison et de provisions diverses pour 4,7 millions d'euros.

5.12.5. Actifs et passifs éventuels

Après analyse des risques, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de constater de provision sur certains risques relatifs à des procédures en cours, des risques de nature fiscale ou relatifs à des modalités de mise en œuvre ou d'attribution de contrats.

Aucune provision pour démontage n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe concernant les panneaux de l'activité affichage. En effet le Groupe considère que l'obligation de démontage dans l'activité affichage répond à la définition d'un passif éventuel car soit l'obligation est peu probable, soit elle ne peut être chiffrée de manière fiable du fait de l'incertitude de la date de démontage probable qui conditionne les effets d'actualisation. Pour les panneaux qui s'apparentent à du mobilier urbain et pour lesquels le coût de démontage unitaire est plus significatif que pour les panneaux d'affichage traditionnels, le Groupe a estimé le coût global de démontage en valeur non actualisée à 5,2 millions d'euros au 31 décembre 2013 comme au 31 décembre 2012.

5.13. Endettement financier net

En millions d'euros	31/12/2013			31/12/2012 Retraité		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan (1)	82,7	663,1	745,8	260,5	140,2	400,7
Instrument financiers dérivés actifs			0,0			0,0
Instrument financiers dérivés passifs	0,8	9,2	10,0	22,5	6,1	28,6
Instrument financiers de couverture (2)	0,8	9,2	10,0	22,5	6,1	28,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	744,1		744,1	458,9		458,9
Concours bancaires	-12,2		-12,2	-13,4		-13,4
Trésorerie nette (3)	731,9	0,0	731,9	445,5	0,0	445,5
Actifs financiers de gestion de trésorerie (*) (4)	40,7		40,7	0,0		0,0
Retraitement des prêts liés aux sociétés consolidées en proportionnelle (**) (5)	12,2	3,0	15,2	10,4	8,3	18,7
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires et autres instruments financiers) (6)=(1)+(2)-(3)-(4)-(5)	-701,3	669,3	-32,0	-172,9	138,0	-34,9

(*) Les actifs financiers de gestion de trésorerie sont des placements liquides à court terme qui ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais qui ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme LAS 7.

(**) La dette financière nette est retraitée des prêts liés aux sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle lorsque le financement est réparti entre les différents actionnaires.

Les dettes sur engagements de rachat de minoritaires font l'objet d'un enregistrement séparé et ne sont donc pas incluses dans la dette financière. Elles sont détaillées au paragraphe 5.14 « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

Les instruments financiers de couverture et les caractéristiques de la dette après couvertures sont détaillés au paragraphe 5.15 « Instruments dérivés ». Ils n'incluent pas les instruments financiers dérivés qui ne sont pas utilisés à des fins de couverture, ces derniers étant exclus du calcul de la dette nette.

Les analyses de la dette réalisées ci-après sont menées sur la base de la dette financière économique qui est égale à la dette financière brute au bilan ajustée de l'impact de la revalorisation à la juste valeur du fait des couvertures et du coût amorti (retraitements IAS 39) :

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2013			31/12/2012 Retraité		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	82,7	663,1	745,8	260,5	140,2	400,7
Impact du coût amorti			6,7	6,7		3,1	3,1
Impact de la couverture de juste valeur			9,1	9,1	18,0	5,8	23,8
Revalorisation IAS 39	(2)	0,0	15,8	15,8	18,0	8,9	26,9
Dette financière économique	(3)=(1)+(2)	82,7	678,9	761,6	278,5	149,1	427,6

La dette financière économique se décompose de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013			31/12/2012 Retraité		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Emprunts obligataires		597,4	597,4	194,9	97,4	292,3
Emprunts auprès des établissements de crédit	50,9	61,9	112,8	63,0	20,3	83,3
Emprunts et dettes financières divers	12,9	13,2	26,1	11,3	25,0	36,3
Emprunts de location financement	9,3	6,4	15,7	7,6	6,4	14,0
Intérêts courus	9,6		9,6	1,7		1,7
Dette financière économique	82,7	678,9	761,6	278,5	149,1	427,6

La dette financière du Groupe comprend principalement un emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en février 2013 à échéance février 2018, porté par JCDecaux SA.

La dette financière du Groupe comprend également :

- des emprunts bancaires portés par les filiales de JCDecaux SA, pour un montant de 112,8 millions d'euros ;
- un emprunt obligataire émis en 2003 (USPP) pour 97,4 millions d'euros ;
- des dettes de location financement pour 15,7 millions d'euros détaillées dans la dernière partie du présent paragraphe ;
- des emprunts et dettes financières divers pour 26,1 millions d'euros qui comprennent principalement les emprunts souscrits par les filiales de JCDecaux SA non détenues à 100 % et accordés par les autres actionnaires de ces filiales ;
- des intérêts courus pour un montant de 9,6 millions d'euros.

En avril 2013, les Tranches B et C de l'USPP porté par JCDecaux SA ont été remboursées pour respectivement 100 millions de dollars US (soit 94,9 millions d'euros après prise en compte de la couverture de change), et 100 millions d'euros.

Le taux d'intérêt effectif moyen des dettes de JCDecaux SA, après prise en compte des couvertures de taux d'intérêt, est de l'ordre de 1,9 % sur l'année 2013.

Le Groupe dispose au 31 décembre 2013 d'une ligne de crédit revolving confirmée pour un montant de 600,0 millions d'euros, portée par JCDecaux SA. En février 2014, JCDecaux SA a signé un avenant à cette ligne permettant de réduire la marge et d'allonger de deux ans la durée de la ligne, portant ainsi son échéance à février 2019.

Cette ligne est non tirée au 31 décembre 2013.

Les sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées, mais certaines imposent le respect de « covenants », calculés sur la base des comptes consolidés.

Ils requièrent du Groupe de maintenir les ratios financiers suivants :

- Ratio de couverture d'intérêts : marge opérationnelle / frais financiers nets strictement supérieur à 3,5 ; applicable à l'emprunt obligataire (USPP).
- Ratio d'endettement net : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5 ; applicable à l'emprunt obligataire (USPP) et à la ligne de crédit revolving confirmée.

Au 31 décembre 2013, le Groupe respecte ces « covenants » avec des valeurs très éloignées des limites requises.

Echéance des dettes financières (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012 Retraité
Échéance à moins d'un an	82,7	278,5
Échéance à plus d'un an et moins de 5 ans	672,1	143,8
Échéance à plus de 5 ans	6,8	5,3
Total	761,6	427,6

Ventilation des dettes financières par devise (après swaps d'émission et swaps de change)

	31/12/2013		31/12/2012 Retraité	
	En M€	En %	En M€	En %
Euro	770,7	101%	427,5	100%
Rouble russe	40,0	5%	0,0	0%
Dollar américain	30,2	4%	38,9	9%
Shekel israélien	29,6	4%	26,2	6%
Yuan chinois	25,7	3%	22,2	5%
Livre sterling	13,9	2%	12,3	3%
Yen japonais	13,0	2%	18,2	4%
Dirham des Emirats Arabes Unis ⁽¹⁾	-32,2	-4%	-26,2	-6%
Dollar de Hong-Kong ⁽¹⁾	-129,4	-17%	-112,1	-26%
Autres	0,1	0%	20,6	5%
Total	761,6	100%	427,6	100%

(1) Les montants négatifs correspondent à des positions prêteuses.

Ventilation des dettes financières par taux d'intérêt après couvertures fermes et optionnelles (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

	31/12/2013		31/12/2012 Retraité	
	En M€	En %	En M€	En %
Taux fixe	537,1	71%	32,5	8%
Taux variable couvert par options	100,0	13%	100,0	23%
Taux variable	124,5	16%	295,1	69%
Total	761,6	100%	427,6	100%

Dettes financières liées aux contrats de location financement

La dette financière liée aux contrats de location financement se décompose de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013			31/12/2012 Retraité		
	Paiements futurs minimaux non actualisés	Effet d'actualisation	Dettes de location financement	Paiements futurs minimaux non actualisés	Effet d'actualisation	Dettes de location financement
Moins d'un an	10,0	0,7	9,3	7,9	0,4	7,5
Entre 1 et 5 ans	6,4	0,2	6,2	6,6	0,3	6,3
Plus de 5 ans	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2
Total	16,6	0,9	15,7	14,7	0,7	14,0

5.14. Dettes sur engagements de rachat de minoritaires

Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 124,5 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 117,4 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Elles sont composées principalement d'un engagement d'achat, auprès de la société partenaire Progress, de sa participation dans la société Gewista Werbe GmbH, exerçable entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2019.

L'augmentation de 7,1 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires entre le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2013 correspond aux charges d'actualisation enregistrées sur la période pour 2,5 millions d'euros et à un nouvel engagement de rachat de minoritaires liés aux évolutions de périmètre de l'exercice pour 4,6 millions d'euros.

5.15. Instruments dérivés

Le Groupe utilise des produits dérivés principalement à des fins de couverture contre les risques de taux et de change. L'utilisation des instruments dérivés concerne principalement la société JCDecaux SA.

5.15.1. Instruments dérivés de couverture à l'émission de l'USPP

Au 31 décembre 2013, l'emprunt obligataire (USPP) se présente ainsi, avant et après couverture :

	Tranche D	Tranche E
Montant avant couverture	50 MUSD	50 MEUR
Echéance	Avril 2015	Avril 2015
Remboursement	In fine	In fine
Taux d'intérêt avant couverture	Taux fixe USD	Euribor
Instrument de couverture	swap de base combiné à un swap de taux d'intérêt : receveur de taux fixe USD / payeur de taux variable Euribor	NA
Montant après couverture	47,4 MEUR	50 MEUR
Taux d'intérêt après couverture	Euribor	Euribor

Le swap d'émission sur la Tranche D remplit les conditions pour être qualifié de couverture de juste valeur au sens de la norme IAS 39. Les caractéristiques de la dette couverte et de l'instrument de couverture sont identiques, la couverture est donc parfaite.

L'élément couvert étant valorisé à la juste valeur, les variations de valeur de l'élément couvert sont compensées par des variations symétriques de valeur des instruments dérivés. Ainsi, les impacts au niveau du compte de résultat sont neutralisés.

Les valeurs de marché de ces instruments dérivés ont été déterminées par actualisation du différentiel de flux de trésorerie sur la base des taux « zéro coupon » en vigueur à la date de clôture :

<i>En millions d'euros</i>	Traitement IAS 39	Juste valeur au 31/12/13	Juste valeur au 31/12/12
Swap de taux d'intérêt	Couverture des variations de juste valeur de la dette liées aux variations de taux d'intérêt	2,3	5,5
Swap de base	Couverture des variations de juste valeur de la dette liées aux variations de taux de change	-11,2	-28,6
Total		-8,9	-23,1

5.15.2. Instruments de change (hors instruments financiers d'émission)

L'exposition du Groupe au risque de change provient principalement de son activité à l'étranger. Cependant, du fait de sa structure opérationnelle, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et le montant des prestations ou achats intra-groupe est faible. De ce fait, la majeure partie du risque de change provient des effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le risque de change sur les flux provient principalement des opérations financières (refinancement et recyclage de la trésorerie des filiales étrangères en application de la politique de centralisation de la trésorerie du Groupe). Le Groupe couvre ce risque en mettant en place principalement des swaps de change à court terme.

Du fait de l'élimination en consolidation de ces prêts et emprunts intra-groupe, seule la valorisation des instruments financiers de couverture apparaît à l'actif ou au passif de l'état de situation financière.

Au 31 décembre 2013, les principales positions contractées par le Groupe sont les suivantes (positions nettes) :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012 Retraité
<i>Achats à terme contre euro</i>		
Dollar de Hong-Kong	128,7	112,0
Dirham des Emirats Arabes Unis	31,7	26,2
Dollar américain	28,0	15,0
Dinar de Bahrein	16,5	7,2
Dollar australien	14,3	12,8
Autres	27,3	22,6
<i>Ventes à terme contre euro</i>		
Shekel israélien	29,7	26,2
Livre turque	12,6	18,3
Livre sterling	9,6	8,3
Yen japonais	9,5	13,4
Couronne danoise	5,1	1,8
Autres	11,5	4,6
<i>Achats à terme contre réal brésilien</i>		
Dollar américain	0,0	9,4
<i>Ventes à terme contre livre sterling</i>		
Dollar de Hong Kong	0,8	0,0
Dollar américain	2,5	0,0

Au 31 décembre 2013, la valeur de marché de ces instruments financiers s'élève à -0,9 million d'euros contre -4,9 millions d'euros au 31 décembre 2012.

5.16. Fournisseurs et autres crédateurs (passif courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012 Retraité
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	562,6	556,0
Dettes fiscales et sociales	179,3	162,8
Dettes sur acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	5,4	11,1
Dettes sur acquisition d'immobilisations financières	3,2	3,4
Autres dettes	15,4	16,6
Paiement fondé sur des actions - Régulé en trésorerie	6,0	0,0
Avances et acomptes reçus	13,3	14,9
Produits constatés d'avance	87,0	76,7
Total	872,2	841,5

L'augmentation des dettes courantes de 30,7 millions d'euros au 31 décembre 2013 est principalement liée à la progression de l'activité.

Les dettes d'exploitation sont des dettes de maturité inférieure ou égale à un an.

5.17. Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie

31/12/2013

<i>En millions d'euros</i>		Juste valeur par le résultat	Couvertures de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total valeur nette comptable	Juste valeur
Instruments financiers dérivés (actif)	(2)						0,0	0,0
Investissements financiers	(3)			1,2			1,2	1,2
Autres actifs financiers					49,5		49,5	49,5
Clients et créances diverses (non courant)	(5)				0,5		0,5	0,5
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(5)				668,8		668,8	668,8
Trésorerie		203,6					203,6	203,6
Equivalents de trésorerie	(1)	540,5					540,5	540,5
Actifs financiers de gestion de trésorerie	(4)	40,7					40,7	40,7
Total des actifs financiers		784,8	0,0	1,2	718,8	0,0	1 504,8	1 504,8
Dettes financières						-745,8	-745,8	-745,7
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(3)	-124,5					-124,5	-124,5
Instruments financiers dérivés (passif)	(2)	-11,6	-0,3				-11,9	-11,9
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(5)	-6,0				-586,6	-592,6	-592,6
Autres crédeurs (non courant)	(5)					-12,0	-12,0	-12,0
Concours bancaires		-12,2					-12,2	-12,2
Total des passifs financiers		-154,3	-0,3	0,0	0,0	-1 344,4	-1 499,0	-1 498,9

- (1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour 0,3 million d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 540,2 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 10,0 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)) et à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables pour 1,9 million d'euros (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (3) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)). L'hypothèse principale pouvant avoir un impact sur leur juste valeur est le taux d'actualisation, établi à 2,6 % au 31 décembre 2013. Une diminution du taux d'actualisation de 50 points de base conduirait à une augmentation de 2,3 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.
- (4) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (5) Les dettes et créances fiscales et sociales, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.

<i>En millions d'euros</i>		Juste valeur par le résultat	Couvertures de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total Valeur Nette comptable	Juste Valeur
Instruments financiers dérivés (actif)							0,0	0,0
Investissements financiers				2,1			2,1	2,1
Autres actifs financiers					36,6		36,6	36,6
Clients et créances diverses (non courant)	(4)				9,6		9,6	9,6
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(4)				644,9		644,9	644,9
Trésorerie		87,6					87,6	87,6
Equivalents de trésorerie	(1)	371,3					371,3	371,3
Actifs financiers de gestion de trésorerie							0,0	0,0
Total des actifs financiers		458,9	0,0	2,1	691,1	0,0	1 152,1	1 152,1
Dettes financières						-400,7	-400,7	-399,8
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(3)	-117,4					-117,4	-117,4
Instruments financiers dérivés (passif)	(2)	-28,4	-0,2				-28,6	-28,6
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(4)					-587,1	-587,1	-587,1
Autres créditeurs (non courant)	(4)					-22,5	-22,5	-22,5
Concours bancaires		-13,4					-13,4	-13,4
Total des passifs financiers		-159,2	-0,2	0,0	0,0	-1 010,3	-1 169,7	-1 168,8

(1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à un marché actif pour 0,3 million d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 7) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 7) pour 371,0 millions d'euros.

(2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 7).

(3) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 7).

(4) Les dettes et créances fiscales et sociales, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens de l'IAS 32 sont exclus de ces postes.

6. COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

6.1. Charges d'exploitation nettes

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012 Retraité
Baux et redevances	-1 023,1	-999,3
Autres charges d'exploitation nettes	-477,2	-497,9
Impôts et taxes	-6,3	-5,7
Frais de personnel	-546,0	-517,7
Coûts directs d'exploitation & Coûts commerciaux, généraux & administratifs ⁽¹⁾	-2 052,6	-2 020,6
Dotations aux provisions nettes des reprises	9,7	8,2
Dotations aux amortissements nettes des reprises	-251,4	-255,5
Perte de valeur des goodwill	-126,8	-38,0
Pièces détachées maintenance	-37,0	-37,1
Autres produits opérationnels	15,9	7,2
Autres charges opérationnelles	-14,4	-13,5
Total	-2 456,6	-2 349,3

(1) dont -1 645,8 millions d'euros de « Coûts directs d'exploitation » et -406,8 millions d'euros de « Coûts commerciaux, généraux & administratifs » en 2013 (contre respectivement -1 619,1 millions d'euros et -401,5 millions d'euros en 2012).

Baux et redevances

Ce poste comprend les baux et redevances que le Groupe paie aux propriétaires, municipalités, aéroports, sociétés de transport et centres commerciaux.

En 2013, les baux et redevances payés en contrepartie d'un droit d'exploitation publicitaire s'élèvent à 1 023,1 millions d'euros :

<i>En millions d'euros</i>	Total	Charges fixes	Charges variables
Redevances Mobilier Urbain et Transport	-867,7	-542,6	-325,1
Baux Affichage	-155,4	-126,2	-29,2
Total	-1 023,1	-668,8	-354,3

Les charges variables sont déterminées en fonction des conditions contractuelles : les loyers et redevances qui fluctuent en fonction du niveau de chiffre d'affaires sont considérés comme des charges variables. Les loyers et redevances qui fluctuent selon le nombre de mobiliers sont considérés comme des charges fixes.

Autres charges d'exploitation nettes

Ce poste comprend cinq grandes catégories de coûts :

- les coûts de sous-traitance pour certaines activités de maintenance ;
- les coûts des prestations de services et des matériels relatifs à l'exploitation ;
- les honoraires et frais de fonctionnement, hors frais de personnel, des différents services du Groupe ;
- les charges de location simple ;
- les frais de timbres et taxes publicitaires.

Les charges de location simple, d'un montant de 47,9 millions d'euros en 2013, sont des charges fixes.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et frais de développement non capitalisés sont inclus dans les postes « Autres charges d'exploitation nettes » et « Frais de personnel » ; ils s'élèvent à 7,8 millions d'euros en 2013, contre 6,9 millions d'euros en 2012.

Impôts et taxes

Ce poste comprend les impôts et charges similaires autres que l'impôt sur les bénéfices. Les principaux impôts comptabilisés dans ce poste sont les impôts fonciers.

Frais de personnel

Ce poste comprend les salaires, charges sociales, paiements fondés sur des actions et avantages versés au personnel, y compris le personnel chargé de l'installation et de l'entretien du mobilier, les équipes de recherche et développement, la force de vente ainsi que le personnel administratif.

Ce poste prend également en compte les charges liées aux plans d'intéressement et de participation des salariés français.

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012 Retraité
Rémunérations et avantages divers	-430,5	-408,0
Charges sociales	-111,2	-104,2
Paielements fondés sur des actions ⁽¹⁾	-4,3	-5,5
Total	-546,0	-517,7

(1) Dont -2,6 millions d'euros réglés en actions et -1,7 million d'euros réglés en trésorerie en 2013 dans certaines filiales du Groupe contre -5,5 millions d'euros réglés en actions en 2012.

Les frais de personnel liés aux avantages postérieurs à l'emploi se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012 Retraité
Retraites	-5,3	-4,6
Autres avantages à long terme	0,5	-1,2
Total ⁽¹⁾	-4,8	-5,8

(1) Dont aucun impact sur les charges liées aux retraites et autres avantages à long terme incluses sur la ligne « dotations aux provisions nettes des reprises » et -2,0 millions d'euros de charges d'actualisation dans le résultat financier en 2013, contre respectivement -0,2 million d'euros et -2,1 millions d'euros en 2012.

Les charges de paiement en actions liées à IFRS 2 s'élèvent à 2,6 millions d'euros en 2013 contre 5,5 millions d'euros en 2012.

Détail des plans d'actions gratuites :

	Plan 2012
Date d'attribution	21/02/2012
Nombre de bénéficiaires	1
Date d'acquisition	21/02/2016
Nombre d'actions gratuites	21 900
Taux sans risque (en %)	1,35
Cours à la date d'attribution (en €)	20,21
Dividende /action attendu année N+1 (en €) ⁽¹⁾	0,44
Dividende /action attendu année N+2 (en €) ⁽¹⁾	0,45
Dividende /action attendu année N+3 (en €) ⁽¹⁾	0,45
Dividende /action attendu année N+4 (en €) ⁽¹⁾	0,47
Juste Valeur des actions gratuites (en €)	18,63

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg).

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites en 2013.

Détail des plans de stock-options :

	Plan 2012	Plan 2011	Plan 2010	Plan 2009	Plan 2008	Plan 2007
Date d'attribution	21/02/2012	17/02/2011	01/12/2010	23/02/2009	15/02/2008	20/02/2007
Date de fin d'acquisition des droits	21/02/2015	17/02/2014	01/12/2013	23/02/2012	15/02/2011	20/02/2010
Date d'expiration	21/02/2019	17/02/2018	01/12/2017	23/02/2016	15/02/2015	20/02/2014
Nombre de bénéficiaires	215	220	2	2	167	178
Nombre d'options	1 144 734	934 802	76 039	101 270	719 182	763 892
Prix d'exercice	19,73 €	23,49 €	20,20 €	11,15 €	21,25 €	22,58 €

Le Groupe n'a pas accordé de plan de stock-options en 2013.

Variations du nombre de stock-options durant la période et prix d'exercice moyen par catégories d'options :

ANNÉE	2013	Prix de levée moyen	Prix d'exercice moyen	2012	Prix de levée moyen	Prix d'exercice moyen
Nombre d'options en vie en début de période	3 384 466		21,22 €	2 783 441		21,63 €
- Options octroyées durant la période	0		0,00 €	1 144 734		19,73 €
- Options annulées durant la période	171 513		20,99 €	110 530		21,70 €
- Options exercées durant la période	1 298 525	25,61 €	21,42 €	239 620	20,40 €	19,82 €
- Options venues à expiration durant la période	14 842		20,55 €	193 559		19,81 €
Nombre d'options en vie en fin de période	1 899 586		21,11 €	3 384 466		21,22 €
Nombre d'options exerçables en fin de période	1 090 165		21,41 €	1 654 383		21,44 €

Détail par plan des options en vie aux 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012 :

Plan / Date d'attribution	31/12/2013			31/12/2012		
	En nombre d'options	Durées de vie restantes en années	Prix d'exercice moyen en euros	En nombre d'options	Durées de vie restantes en années	Prix d'exercice moyen en euros
2006				52 413	0,14	20,55
2007	125 796	0,14	22,58	585 349	1,14	22,58
2008	152 486	1,14	21,25	573 413	2,14	21,25
2009	42 377	2,15	11,15	101 270	3,15	11,15
2010	46 782	3,92	20,20	76 039	4,92	20,20
2011	629 731	4,13	23,49	873 736	5,13	23,49
2012	902 414	5,14	19,73	1 122 246	6,14	19,73
Total	1 899 586		21,11	3 384 466		21,22

Détail des hypothèses utilisées dans le modèle de Black & Scholes pour la valorisation de chacun des plans suivants :

Hypothèses	2012	2011	2010	2009	2008	2007
- Prix du support à la date d'octroi	20,21 €	24,00 €	19,93 €	9,99 €	20,46 €	22,86 €
- Volatilité estimée	38,41 %	36,71 %	36,56 %	31,74 %	24,93 %	28,66 %
- Taux d'intérêt sans risques	1,35 %	2,27 %	1,69 %	2,31 %	3,37 %	4,02 %
- Durée de vie estimée des options (années)	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
- Taux de turnover estimé	3,33 %	3,33 %	0,00 %	0,00 %	2,00 %	5,00 %
- Taux de distribution du dividende ⁽¹⁾	2,16 %	1,20 %	1,08 %	2,41 %	2,56 %	2,00 %
- Juste valeur des options	⁽²⁾ 5,72 €	⁽²⁾ 7,45 €	5,82 €	2,00 €	3,77 €	5,76 €

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg).

(2) Cette juste valeur unitaire ne tient pas compte de l'effet de « turn-over ».

La durée de vie des options retenue est la période qui s'étend de leur date d'attribution à la date que le Management estime être la plus probable pour leur exercice.

Pour la valorisation des plans 2007 à 2012, le Groupe bénéficiant d'un historique plus important a pu affiner ses hypothèses de calcul de la volatilité. Ainsi, la première année de cotation, jugée anormale notamment au regard des fortes variations de cours inhérentes à l'introduction en bourse et à l'effet cumulé du 11 septembre 2001, n'a pas été retenue dans le calcul de la volatilité.

D'autre part, sur la base des comportements observés, le Groupe a considéré au moment de l'émission des plans que la durée moyenne d'exercice correspondait à 4,5 ans après la date d'émission des options.

Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

Les reprises nettes de provisions ont augmenté de 1,5 million d'euros notamment grâce à des reprises de provisions suite au dénouement de litiges en Asie pour 2,3 millions d'euros.

Les dotations aux amortissements nettes des reprises ont diminué de 4,1 millions d'euros. Ce poste comprend en 2013 une dépréciation de -5,2 millions d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés, dont -3,9 millions d'euros de dotations aux amortissements et -1,3 million d'euros de dotations aux provisions pour perte à terminaison. Ce poste comprenait en 2012 une dépréciation de -7,8 millions d'euros, dont 0,6 million d'euros de reprise de provision pour perte à terminaison.

Perte de valeur des goodwill

Au 31 décembre 2013, une perte de valeur des goodwill a été constatée sur les goodwill de l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni) pour un montant de 77,3 millions d'euros, sur les goodwill de l'UGT Affichage France pour un montant de 29,5 millions d'euros et sur les goodwill de l'UGT Transport Europe (hors France et Royaume-Uni, et hors aéroports) pour un montant de 20,0 millions d'euros.

Au 31 décembre 2012, une perte de valeur des goodwill avait été constatée sur les goodwill de l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni) pour un montant de 38,0 millions d'euros.

Pièces détachées maintenance

Ce poste comprend le coût des pièces détachées de mobilier urbain utilisées dans le cadre des opérations de maintenance du réseau publicitaire, à l'exclusion des glaces de rechange et produits de nettoyage, ainsi que les pertes de valeur des stocks.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012 Retraité
Plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre	9,9	6,3
Plus-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	3,7	0,7
Autres produits de gestion	2,3	0,2
Autres produits opérationnels	15,9	7,2
Moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre	-2,6	-0,1
Moins-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	-1,9	-2,7
Autres charges de gestion	-9,9	-10,7
Autres charges opérationnelles	-14,4	-13,5
Total	1,5	-6,3

Les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 9,9 millions d'euros sont principalement liés à la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue dans BigBoard en Russie dans le cadre de la prise de contrôle de Russ Outdoor et à l'impact de l'échange d'actifs suite à l'acquisition d'Ankunder GmbH en Autriche.

En 2012, les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 6,3 millions d'euros étaient principalement liés à la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue dans Soravia suite à la prise de contrôle du groupe Megaboard Soravia en Autriche et à la réévaluation de la quote-part détenue antérieurement dans Arge Autobahnwerbung GmbH en Autriche.

Les moins-values sur cession d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre d'un montant de -2,6 millions d'euros concernent principalement une moins-value réalisée dans le cadre de la prise de contrôle conjoint de Russ Outdoor.

Les autres charges de gestion d'un montant de -9,9 millions d'euros comprennent principalement des coûts d'acquisition pour -3,6 millions d'euros, des risques de pénalités pour -1,5 million d'euros, des frais de restructuration pour -1,5 million d'euros et des charges liées au dénouement de contentieux en Asie pour -1,5 million d'euros.

En 2012, les autres charges de gestion d'un montant de -10,7 millions d'euros comprenaient principalement des coûts d'acquisition pour -4,9 millions d'euros, des frais de restructuration pour -2,9 millions d'euros et des risques de pénalités pour -1,6 million d'euros.

6.2. Résultat financier

	2013	2012
<i>En millions d'euros</i>		Retraité
Produits financiers	10,5	9,6
Charges financières	-24,4	-17,3
Intérêts financiers nets	-13,9	-7,7
Impact du coût amorti	-2,0	-1,1
Coût de l'endettement net (1)	-15,9	-8,8
Dividendes	0,0	0,0
Différences nettes de change	-2,1	-0,9
Variation de valeur des dérivés et des éléments couverts	0,6	-0,5
Charges (nettes) d'actualisation	-10,3	-19,3
Coût des garanties bancaires	-2,2	-2,1
Dotations aux provisions pour risques financiers	-0,2	-0,3
Reprises de provisions pour risques financiers	0,0	0,9
Dotations nettes aux provisions financières	-0,2	0,6
Résultat net de cession d'actifs financiers	0,0	-0,5
Autres	1,3	0,1
Autres charges et produits financiers (2)	-12,9	-22,6
Résultat financier (3) = (1) + (2)	-28,8	-31,4
<i>Total produits financiers</i>	<i>12,7</i>	<i>10,8</i>
<i>Total charges financières</i>	<i>-41,5</i>	<i>-42,2</i>

En 2013, le résultat financier représente une charge nette de -28,8 millions d'euros, contre -31,4 millions d'euros en 2012, soit une amélioration de 2,6 millions d'euros.

Les évolutions favorables sont une variation positive de 9,0 millions d'euros des charges d'actualisation alors que le coût de l'endettement net augmente de 7,1 millions d'euros, en lien principalement avec la mise en place d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros par JCDecaux SA en février 2013.

6.3. Impôts sur les bénéfices

Ventilation entre impôts différés et impôts courants

	2013	2012
<i>En millions d'euros</i>		Retraité
Impôts courants	-104,2	-109,1
<i>CVAE</i>	<i>-7,1</i>	<i>-6,8</i>
<i>Autres</i>	<i>-97,1</i>	<i>-102,3</i>
Impôts différés	3,0	16,8
<i>CVAE</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>
<i>Autres</i>	<i>2,6</i>	<i>16,2</i>
Total	-101,2	-92,3

Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 31,9 % en 2013 contre 33,0 % en 2012. Hors effet d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 31,6 % en 2013 contre 31,8 % en 2012.

Nature des impôts différés

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012 Retraité
Immobilisations corporelles et incorporelles	5,1	3,5
Reports déficitaires	-2,4	3,3
Provision pour démontage	0,8	1,2
Provision pour avantage aux personnel	0,6	1,1
Autres	-1,1	7,7
Total	3,0	16,8

Rationalisation de la charge d'impôt

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012 Retraité
Résultat de l'ensemble consolidé	103,0	167,6
Charge d'impôt	-101,2	-92,3
Résultat avant impôt	204,2	259,9
Perte de valeur des Goodwill	126,8	38,0
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-13,4	-17,8
Quote-part des dividendes imposables reçus des filiales	6,9	5,1
Autres produits non imposables	-20,7	-14,5
Autres charges non déductibles	22,0	29,5
Résultat avant impôt soumis au taux de droit commun	325,8	300,2
Taux d'impôt pondéré du Groupe ⁽¹⁾	27,34%	27,62%
Impôt théorique	-89,1	-82,9
Impôts différés sur déficits non reconnus	-3,7	-8,4
Activation et consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	0,8	5,7
Autres impôts différés (différences temporaires et autres retraitements)	2,8	3,5
Crédits d'impôts	3,6	3,3
Retenue à la source	-4,5	-5,1
Taxe sur dividendes	-3,0	0,0
Divers	-1,4	-2,2
Impôt total calculé	-94,5	-86,1
CVAE nette	-6,7	-6,2
Impôt enregistré	-101,2	-92,3

(1) Taux moyens nationaux pondérés par le poids du résultat taxable.

6.4. Nombre d'actions pour le calcul du résultat par action

	2013	2012 Retraité
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat de base par action	222 681 270	221 876 825
Nombre pondéré de stock-options	2 300 056	211 910
Nombre pondéré de stock-options qui auraient été émises au cours du marché	-2 032 309	-95 075
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat dilué par action	222 949 017	221 993 660

6.5. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012 Retraité
Stadtreklame Nürnberg GmbH	0,7	0,7
Ankündler GmbH ⁽¹⁾	0,5	na
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	0,0	0,0
Metrobus	0,1	2,0
Bus Focus Ltd	0,4	0,5
Poad	2,3	1,9
APG SGA SA	9,4	12,7
CNDecaux Airport Media Co. Ltd	0,0	0,0
CitéGreen ⁽²⁾	0,0	na
Total	13,4	17,8

(1) Société acquise le 4 avril 2013.

(2) Société acquise le 14 juin 2013.

En 2012 et 2013, aucune perte de valeur n'a été constatée.

Les résultats des tests de sensibilité montrent

- qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation entraînerait une perte de valeur de -1,3 million d'euros sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance normatif de la marge opérationnelle entraînerait une perte de valeur de -0,8 million d'euros sur la quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence ;
- qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance à l'infini des flux actualisés de trésorerie entraînerait une perte de valeur de -1,0 million d'euros sur la quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence pour lesquelles les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la base d'une projection à l'infini.

Les éléments de compte de résultat caractéristiques des sociétés mises en équivalence sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	%	2013		2012 Retraité	
		% intégration	Résultat net	Chiffre d'affaires	Résultat net
Allemagne					
Stadtreklame Nürnberg GmbH	35 %	2,0	11,9	2,1	10,7
Autriche					
Ankündler GmbH ⁽²⁾	24,9 %	2,1	12,2	na	na
Chine					
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	40 %	0,0	0,5	0,0	0,8
France					
Metrobus	33 %	0,4	202,2	6,1	202,2
CitéGreen ⁽³⁾	16,67%	-0,2	0,0	na	na
Hong Kong					
Bus Focus Ltd	40 %	0,9	6,2	1,2	5,9
Poad	49 %	4,7	41,6	3,9	41,3
Suisse					
APG SGA SA	30 %	31,6	247,2	42,1	263,5
Macao					
CNDecaux Airport Media Co. Ltd	30 %	0,1	0,5	0,1	0,5

(1) Données à 100 % et retraitées aux normes IFRS.

(2) Société acquise le 4 avril 2013.

(3) Société acquise le 14 juin 2013.

6.6. Effectifs

Au 31 décembre 2013, les effectifs du Groupe atteignent 11 402 personnes contre 10 484 personnes au 31 décembre 2012.

La quote-part de l'effectif employé par les sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle est de 1 523 personnes à fin 2013, comprises dans l'effectif total de 11 402 personnes.

La répartition des effectifs sur les exercices 2013 et 2012 est la suivante :

	2013	2012
Technique	6 304	5 828
Vente et Marketing	2 530	2 379
Informatique et Administration	1 921	1 638
Relations contractants	497	510
Recherche et développement	150	129
Total	11 402	10 484

7. COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

7.1. Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles d'un montant de 401,9 millions d'euros en 2013 comprennent :

- les flux d'exploitation générés par le résultat d'exploitation et les autres charges et produits financiers, retraités des éléments sans effet de trésorerie, pour un montant total de 577,1 millions d'euros ;
- la variation du besoin en fonds de roulement de -57,8 millions d'euros dont les effets défavorables sont principalement liés à la hausse du chiffre d'affaires sur le quatrième trimestre et des redevances payées d'avance sur des nouveaux contrats ;
- et le paiement des intérêts financiers nets et de l'impôt pour respectivement -6,4 millions d'euros et -111,0 millions d'euros.

7.2. Flux de trésorerie nets issus des investissements

Les flux de trésorerie nets issus des investissements d'un montant de -286,6 millions d'euros en 2013 comprennent :

- des décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant de -247,2 millions d'euros (dont -6,2 millions d'euros de variations des dettes sur immobilisations incorporelles et corporelles) ;
- des encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles pour 25,1 millions d'euros (dont 13,3 millions d'euros de variations des créances sur immobilisations incorporelles et corporelles) ;
- des décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise et des encaissements d'un montant total de -60,1 millions d'euros (dont -1,2 million d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations financières). Ce montant inclut principalement les acquisitions de Russ Outdoor en Russie, Ankünder GmbH en Autriche, Insert Belgium SA en Belgique et Bravo Outdoor Advertising Ltd en Irlande. La trésorerie nette acquise représente 17,7 millions d'euros ;
- des acquisitions d'autres immobilisations financières nettes d'un montant total de -4,4 millions d'euros. Le montant des variations des prêts liés aux sociétés en intégration proportionnelle dont le financement est réparti entre les différents actionnaires s'élève à 2,0 millions d'euros.

En 2012, les flux de trésorerie nets issus des investissements s'élevaient à -185,6 millions d'euros dont -167,8 millions d'euros de décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles nets des encaissements (dont -7,7 millions d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations incorporelles et corporelles) et -17,8 millions d'euros de décaissements sur acquisitions de titres de participation (dont -1,4 million d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations financières) nets de la trésorerie acquise (pour 1,7 million d'euros) et des cessions d'autres immobilisations financières nettes des acquisitions (dont 0,7 million d'euros de variations des prêts liés aux sociétés en intégration proportionnelle dont le financement est réparti entre les différents actionnaires).

7.3. Flux de trésorerie nets issus du financement

Les flux de trésorerie nets issus du financement d'un montant de 181,0 millions d'euros en 2013 sont principalement constitués :

- de dividendes versés aux actionnaires de JCDecaux SA pour -97,7 millions d'euros et de dividendes versés par des sociétés du Groupe à leurs actionnaires minoritaires pour un montant de -11,7 millions d'euros ;
- des flux nets sur les emprunts pour un montant de 299,0 millions d'euros qui concernent principalement la mise en place d'un emprunt obligataire pour 500,0 millions d'euros et le remboursement des tranches B et C de l'USPP pour un montant de -194,9 millions d'euros ;
- des acquisitions d'actifs de gestion de trésorerie pour -40,0 millions d'euros ;
- des augmentations de capitaux propres pour 28,6 millions d'euros dont 27,8 millions d'euros chez JCDecaux SA du fait de la levée d'options de souscription d'actions ;
- des encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle pour 5,1 millions d'euros (dont 1,4 million d'euros de variations des créances sur immobilisations financières).

En 2012, les flux de trésorerie nets issus du financement s'élevaient à -134,6 millions d'euros, et concernaient principalement le versement de dividendes pour -105,8 millions d'euros.

7.4. Flux de trésorerie relatifs aux sociétés intégrées proportionnellement

Les flux de trésorerie relatifs aux sociétés intégrées proportionnellement se décomposent de la façon suivante :

- Les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles représentent 37,2 millions d'euros en 2013 contre 69,6 millions d'euros en 2012 ;
- Les flux de trésorerie nets issus des investissements s'élèvent à 7,1 millions d'euros en 2013 contre -16,8 millions d'euros en 2012 ;
- Les flux de trésorerie nets issus du financement sont de -52,9 millions d'euros en 2013 contre -44,6 millions d'euros en 2012.

7.5. Transactions sans effet de trésorerie

L'augmentation des immobilisations corporelles et des dettes financières liées aux contrats de location financement est de 6,7 millions d'euros en 2013 contre 9,6 millions d'euros en 2012.

Les transactions sans effet de trésorerie liées aux échanges d'actifs avec Russ Outdoor et Ankünder GmbH représentent -23,1 millions d'euros sur les flux de trésorerie nets issus des investissements et 23,1 millions d'euros sur les flux de trésorerie nets issus du financement.

8. RISQUES FINANCIERS

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change, et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). Son objectif est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Cependant, il peut être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

8.1. Risques liés à l'activité et politique de gestion de ces risques

Risque de liquidité et financement

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie contractuels (flux de trésorerie d'intérêts et remboursements contractuels) pour les passifs financiers et les instruments dérivés :

<i>En millions d'euros</i>	valeur comptable	flux de trésorerie contractuels	2014	2015	2016	2017	> 2017
Emprunts obligataires	584,3	639,9	12,7	97,2	10,0	10,0	510,0
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux variable	105,0	110,6	80,6	5,7	17,8	2,2	4,3
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux fixe	4,9	5,3	4,9	0,4	0,0	0,0	0,0
Emprunts et dettes financières divers	26,1	26,5	17,4	0,7	0,9	6,2	1,3
Emprunts de location financement	15,7	15,7	9,3	1,5	1,5	1,5	1,9
Intérêts courus	9,6	9,6	9,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours bancaires	12,2	12,2	12,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Total passifs financiers non dérivés	757,8	819,8	146,7	105,5	30,2	19,9	517,5
Swaps d'émission sur emprunts obligataires	-8,9	-1,9	-1,5	-0,4	0,0	0,0	0,0
Couvertures de taux d'intérêt	-0,2	-0,2	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Couvertures de change	-0,9	-0,9	-0,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Total dérivés	-10,0	-3,0	-2,6	-0,4	0,0	0,0	0,0

Dans le cas d'une dette revolving, la maturité indiquée est la maturité la plus proche.

Le Groupe génère des flux d'exploitation importants qui lui permettent d'autofinancer sa croissance interne. Le Groupe estime que les opportunités de croissance externe pourraient le conduire à augmenter temporairement cet endettement net, négatif à ce jour.

La politique de financement du Groupe consiste à :

- centraliser ses financements au niveau de la maison mère JCDecaux SA. Le financement des filiales se fait donc, en priorité, sous forme de prêts accordés par JCDecaux SA à ses filiales directement et indirectement. Cependant, le Groupe peut être amené à mettre en place des financements externes dans certaines filiales, notamment (i) en fonction du contexte fiscal, monétaire et réglementaire ; (ii) dans le cas de filiales non détenues à 100 % par le Groupe ; (iii) pour des raisons historiques (financement mis en place avant intégration de la filiale dans le Groupe) ;
- disposer de sources de financements (i) diversifiées ; (ii) de durée cohérente avec la maturité de ses actifs ; (iii) flexibles, pour faire face au développement du Groupe et aux cycles d'investissements et d'activité ;
- disposer en permanence d'une réserve de liquidités notamment sous la forme de lignes de crédit confirmées ;
- minimiser le risque de renouvellement de ses financements, en étalant leurs échéances ;
- optimiser les marges de financement en renouvelant par anticipation des dettes proches de leur échéance ou en refinançant certains financements en cas de conditions de marché favorables ;
- optimiser le coût de dette nette, en recyclant au maximum la trésorerie excédentaire générée par les différentes entités du Groupe, en particulier en la remontant en priorité au niveau de JCDecaux SA sous forme de prêt ou de versement de dividendes.

JCDecaux SA est noté « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 13 septembre 2013, et celle de Standard and Poor's du 27 juin 2013), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

Au 31 décembre 2013, la dette financière nette (hors engagement de rachat de minoritaires) s'élève à -32,0 millions d'euros contre -34,9 millions d'euros au 31 décembre 2012.

80 % des dettes financières du Groupe sont portées par JCDecaux SA lesquelles ont une maturité moyenne de 3,7 ans environ.

Au 31 décembre 2013, le Groupe dispose de 784,8 millions d'euros de trésorerie gérée (détaillée au paragraphe 5.9 « Trésorerie gérée ») et de 635,0 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non utilisées.

Les sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées mais certaines imposent le respect de « covenants », calculés sur la base des comptes consolidés. La nature des ratios est détaillée au paragraphe 5.13 « Endettement financier net ».

Risque de taux d'intérêt

De par son endettement, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux d'intérêt, notamment en euro, rouble russe, dollar américain, shekel israélien, yuan chinois et livre sterling. Compte tenu de la forte corrélation qui existe entre le marché publicitaire et l'activité économique des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, la politique du Groupe est de se financer pour l'essentiel à taux variable sauf lorsqu'il est jugé que les taux d'intérêt sont particulièrement bas. Les couvertures sont principalement centralisées sur JCDecaux SA. La ventilation taux fixe/taux variable est détaillée au paragraphe 5.13 « Endettement financier net » et le détail des couvertures au paragraphe 5.15 « Instruments dérivés ».

Le tableau ci-après présente la répartition, par échéance de taux d'intérêt, des actifs et passifs financiers au 31 décembre 2013 :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013			Total
	≤ 1an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
Dettes JCDecaux SA	-50,0	-547,4	0,0	-597,4
Autres dettes	-152,0	-12,0	-0,2	-164,2
Concours bancaires	-12,2			-12,2
Passifs financiers (1)	-214,2	-559,4	-0,2	-773,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	744,1			744,1
Actifs financiers de gestion de trésorerie	40,7			40,7
Autres Actifs financiers	49,5			49,5
Actifs financiers (2)	834,3	0,0	0,0	834,3
Position nette avant gestion (3)=(1)+(2)	620,1	-559,4	-0,2	60,5
Swaps d'émission sur USPP	0,0	47,4	0,0	47,4
Autres couvertures de taux	100,4	0,0	0,0	100,4
Position nette après gestion (5)=(3)+(4)	720,5	-512,0	-0,2	208,3

Pour les actifs et passifs à taux fixe, l'échéance indiquée est celle de l'actif et du passif.

Pour les actifs et passifs à taux variable, les taux sont révisés tous les un, trois ou six mois, l'échéance est donc inférieure à un an quelles que soient les dates d'échéance de remboursement.

Au 31 décembre 2013, 70,5 % du total de la dette financière économique toutes devises confondues du Groupe est à taux fixe, 13,2 % est protégé contre une hausse des taux à court terme des devises concernées ; 65,1 % du total de la dette brute économique du Groupe libellée en euros⁽¹⁾ est à taux fixe et 13 % est protégé contre une hausse des taux Euribor.

Risque de change

En 2013, le résultat net, hors perte de valeur des goodwill, réalisé dans des devises autres que l'euro représente 69 % du résultat du Groupe.

En dépit de sa présence dans plus de 55 pays, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et les prestations ou achats intra-groupe sont faibles.

En revanche, la monnaie de présentation du Groupe étant l'euro, les comptes du Groupe sont impactés par les effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le tableau ci-après présente, sur la base des données réelles 2013, l'exposition du résultat consolidé et des réserves consolidées du Groupe à une variation de -5% du taux de change des devises étrangères les plus représentées dans le Groupe, soit le yuan chinois, la livre sterling, le dollar américain et le dollar de Hong Kong :

	yuan chinois	livre sterling	dollar américain	dollar de Hong Kong
Part des devises dans le résultat de l'ensemble consolidé (*)	26,5%	10,3%	7,6%	4,5%
Impact sur le résultat consolidé (*)	-1,3%	-0,5%	-0,4%	-0,2%
Impact sur les réserves consolidées	-0,2%	-0,5%	-0,1%	-0,5%

(*) Résultat de l'ensemble consolidé hors perte de valeur des goodwill.

Au 31 décembre 2013, le Groupe détient essentiellement des couvertures de change sur des opérations financières :

- Dans le cadre de l'application de sa politique de centralisation des financements, le Groupe a mis en place des swaps de change à court terme pour couvrir les opérations de prêts et emprunts intra-groupe. Le Groupe ne couvre pas les positions induites par des prêts intra-groupe lorsque ces couvertures sont (i) trop onéreuses, (ii) pas disponibles ou (iii) lorsque ces prêts sont de faible montant ;
- Sur une part de son endettement à long terme libellé en dollar américain ⁽²⁾, le Groupe a mis en place des swaps d'émission sur la totalité de la durée de vie de l'opération. Les couvertures sont détaillées au paragraphe 5.15 « Instruments dérivés » .

Au 31 décembre 2013, le Groupe considère que son résultat et sa situation financière ne devraient pas être affectés de façon significative par une variation des cours des devises.

Gestion de la trésorerie excédentaire

Au 31 décembre 2013, la trésorerie gérée du Groupe s'élève à 784,8 millions d'euros dont 540,5 millions d'euros en équivalents de trésorerie, 40,7 millions d'euros en actifs financiers de gestion de trésorerie et 10,5 millions d'euros placés en garanties.

Gestion du capital et du ratio Dette nette/ Capitaux propres

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte externe en termes de gestion de son capital.

8.2. Risques induits par la gestion financière

Risque lié à l'utilisation de produits dérivés de taux et de change

Le Groupe n'utilise des produits dérivés de taux et de change que dans le cadre de la gestion de ses risques.

Risque lié à la notation de crédit

JCDecaux SA est noté « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's, à la date de publication de ces Annexes, chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

L'emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en février 2013 comporte une clause de changement de contrôle prévoyant la possibilité pour les porteurs de dette de demander le remboursement anticipé en cas de changement de contrôle accompagné d'une dégradation de la notation financière en catégorie spéculative ou d'un retrait du rating. Les autres sources principales de financement du Groupe (financements levés par la maison mère) ainsi que les contrats de ses principales opérations de couverture ne sont pas sujets à annulation anticipée en cas de dégradation de la notation du Groupe.

⁽¹⁾ Dette libellée en euros après prise en compte des swaps de change et des swaps d'émission.

⁽²⁾ Emprunt obligataire émis aux Etats-Unis en 2003

Risque de contrepartie bancaire

Le risque de contrepartie du Groupe est lié au placement des excédents de trésorerie du Groupe auprès des banques et aux opérations financières réalisées principalement par JCDecaux SA (via ses lignes de crédit confirmées non utilisées et les opérations de couverture engagées). La politique du Groupe est de limiter ce risque (i) en centralisant autant que possible au niveau de JCDecaux SA la trésorerie disponible dans les filiales, (ii) en soumettant à autorisation préalable de la direction financière Groupe les ouvertures de compte bancaire (iii) en sélectionnant les banques chez lesquelles JCDecaux SA et ses filiales peuvent effectuer des dépôts (iiii) et en suivant ce risque de contrepartie régulièrement.

Risque de contrepartie clients

Le risque de contrepartie sur les créances clients fait l'objet le cas échéant des provisions nécessaires. La valeur nette comptable des créances clients est détaillée au paragraphe 5.8 « Clients et autres débiteurs ». Le Groupe par ailleurs maintient une faible dépendance vis-à-vis d'un client en particulier, dans la mesure où aucun client ne représente plus de 2,5 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Risque sur titres et dépôts à terme

Pour rémunérer sa trésorerie excédentaire, le Groupe souscrit principalement des titres de placement court terme et des dépôts à court terme. Les titres investis sont des titres monétaires. Ces instruments sont investis à court terme, portent rémunération sur la base d'une référence monétaire, sont liquides et n'induisent qu'un risque de contrepartie limité.

La politique du Groupe est de ne pas détenir d'actions ou de titres négociables, autres que les titres monétaires et ses propres actions. Par conséquent, le Groupe considère que le risque induit par les actions et titres négociables détenus est très faible.

9. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

9.1. Engagements sur titres et autres engagements

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012
Engagements donnés ⁽¹⁾		Retraité
Garanties de marché	257,9	274,1
Autres garanties	4,5	13,4
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	13,2	25,2
Engagements sur titres	5,7	0,9
Total	281,3	313,6
Engagements reçus		
Avals, cautions et autres garanties	0,8	1,4
Engagements sur titres	0,3	1,3
Lignes de crédit	635,0	636,5
Total	636,1	639,2

(1) Hors engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante.

Les « garanties de marché » correspondent aux garanties émises principalement par JCDecaux SA. Ainsi, JCDecaux SA garantit directement, ou en contre-garantie de banques ou de compagnies d'assurance, la bonne exécution des contrats de ses filiales.

Le poste « autres garanties » comprend les avals, cautions et autres garanties telles que (i) les garanties pour le paiement de loyers, la location de véhicules de certaines de ses filiales, (ii) les contre-garanties accordées par JCDecaux SA auprès des banques dans le cadre de lignes de garanties accordées à certaines de ses filiales, (iii) d'autres engagements tels que des garanties de paiement données à des fournisseurs.

Les « nantissements, hypothèques et sûretés réelles » sont constitués principalement d'une hypothèque sur un bien immobilier en Allemagne, ainsi que de montants de trésorerie donnée en garantie.

Les « avals, cautions et autres garanties reçus » sont constitués principalement de garanties données par des clients.

Les « engagements sur titres » sont accordés et reçus principalement dans le cadre des opérations de croissance externe. Au 31 décembre 2013, ils comprennent également les droits suivants qui ne sont pas valorisés :

- Un engagement donné concernant la société JCDecaux Bulgaria BV (Bulgarie), un droit de vente (put), exerçable du 9 juin 2016 au 9 juin 2017 par Limited Novacorp portant sur 50 % du capital. Le prix de cette option sera déterminé par une banque d'affaires ou, sous certaines conditions, évalué selon une formule de calcul contractuelle ;

- Un engagement reçu concernant la société Ankünder GmbH, la société Gewista Werbegesellschaft.mBH (Autriche) bénéficie d'une option d'achat (call) jusqu'au 31 décembre 2014 lui permettant d'acquérir une participation complémentaire de 8,4 % dans Ankünder GmbH. Le prix d'exercice n'a pas été fixé ;
- Un engagement reçu concernant le groupe Metrobus, un droit de vente (put), valable du 1er avril 2014 au 30 septembre 2014. L'option porte sur la participation de 33 % du Groupe JCDecaux dans le groupe Metrobus. Son prix d'exercice sera déterminé par des banques d'affaires.

Par ailleurs, dans le cadre de certains contrats publicitaires, JCDecaux North America Inc., directement ou à travers ses filiales, et ses partenaires de coentreprises se sont accordés réciproquement des droits de vente (put) et d'achat (call) sur leurs participations respectives dans leurs sociétés communes.

En outre, dans le cadre de la convention d'actionnaires qui les lie, JCDecaux SA et APG|SGA SA se sont accordés réciproquement des options d'achat (calls) en cas de non-respect de clauses contractuelles et de cession de certains actifs, ainsi que des droits de préemption en cas de changement de contrôle.

Enfin, dans le cadre des partenariats signés, le Groupe et ses partenaires bénéficient de droits de préemption et parfois de droits d'emption, de droits de suite ou d'entraînement, que le Groupe ne considère pas comme des engagements donnés ou reçus. Par ailleurs, le Groupe ne mentionne pas les engagements soumis à des conditions d'exercice qui limitent leur probabilité d'occurrence.

Les lignes de crédit sont constituées de la ligne de crédit revolving confirmée de JCDecaux SA d'un montant de 600,0 millions d'euros, et de lignes de crédit confirmées accordées aux filiales pour 35,0 millions d'euros.

9.2. Engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante

Le Groupe a conclu, dans le cadre de son exploitation courante, principalement :

- des contrats avec les villes, les aéroports ou les compagnies de transport qui, en contrepartie d'un droit d'exploitation publicitaire et du chiffre d'affaires qui en résulte, peuvent donner lieu au paiement de redevances, dont une partie sous la forme de redevances fixes ou de minima garantis ;
- des baux pour des emplacements de panneaux d'affichage sur le domaine privé ;
- des contrats de location : de biens immobiliers, de véhicules, et de tout autre matériel (informatique, bureautique ou autre).

Ces engagements donnés dans le cadre de l'exploitation courante se décomposent comme suit (montants non inflatés et non actualisés) :

<i>En millions d'euros</i>	≤ 1 an	> 1 et ≤ 5 ans	> 5 ans ⁽¹⁾	Total
Mobilier Urbain et Transport : redevances fixes et minima garantis	559,6	1 695,2	1 293,3	3 548,1
Affichage grand format : baux pour les emplacements de panneaux	95,6	128,1	76,9	300,6
Location simple	36,4	80,6	24,0	141,0
Total	691,6	1 903,9	1 394,2	3 989,7

(1) Jusqu'en 2038.

9.3. Engagements d'achats d'immobilisations

Le montant total des engagements d'achats d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élève à 295,0 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 295,7 millions d'euros au 31 décembre 2012.

10. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

10.1. Définitions

Sont considérées comme transactions avec les parties liées les cinq catégories suivantes :

- la part non éliminée, dans les comptes consolidés, des transactions réalisées avec les sociétés intégrées proportionnellement ;
- les transactions réalisées entre JCDecaux SA et sa mère JCDecaux Holding ;
- les transactions réalisées entre une société intégrée globalement et ses minoritaires influents ;
- la part non éliminée des transactions réalisées avec les sociétés mises en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe ;
- les transactions réalisées avec une personne clé du management et avec des sociétés détenues par ces personnes clés et sur lesquelles elles exercent un contrôle.

10.2. Détail des transactions

Les prêts accordés aux parties liées s'élèvent à 20,0 millions d'euros au 31 décembre 2013, dont principalement un prêt de 6,6 millions d'euros accordé à la société Metrobus (France), un prêt de 4,1 millions d'euros accordé à la société Interstate JCDecaux LLC (Etats-Unis), un prêt de 3,5 millions d'euros accordé à la société MCDecaux Inc. (Japon), un prêt de 3,5 millions d'euros accordé à la société Europlakat Doo (Slovénie) et un prêt de 0,6 million d'euros accordé à la société Média Aéroports de Paris (France).

Les créances détenues par le Groupe sur les parties liées s'élèvent à 11,1 millions d'euros au 31 décembre 2013, dont principalement 1,7 million d'euros de créances envers la société Shanghai Shentong JCDecaux Metro Advertising Co. Ltd (Chine), 1,3 million d'euros envers Europlakat Doo (Slovénie) et 1,1 million d'euros envers Beijing Press JCDecaux Media Advertising Co. Ltd (Chine).

Les emprunts souscrits auprès des parties liées et les dettes sur engagements de rachat de minoritaires auprès des parties liées s'élèvent respectivement à 18,6 millions d'euros et 124,5 millions d'euros au 31 décembre 2013. Les emprunts souscrits auprès des parties liées comprennent principalement les emprunts auprès des sociétés intégrées en proportionnelle pour 8,1 millions d'euros.

Les dettes envers les parties liées s'élèvent à 9,8 millions d'euros au 31 décembre 2013 dont les montants les plus significatifs correspondent à une dette de 3,2 millions d'euros envers la société APG|SGA SA et à une dette de 0,9 million d'euros envers la société Ankünder GmbH (Autriche).

Les produits d'exploitation réalisés avec les parties liées s'élèvent à 18,6 millions d'euros en 2013, dont principalement 5,0 millions d'euros avec la société Shanghai Shentong JCDecaux Metro Advertising Co. Ltd (Chine) et 1,6 million d'euros avec la société Média Aéroports de Paris (France).

Les charges d'exploitation avec les parties liées représentent 28,3 millions d'euros en 2013, dont 10,9 millions d'euros de charges de locations avec les sociétés JCDecaux Holding et SCI Troisjean.

En 2013, les charges financières avec les parties liées représentent un montant de 3,7 millions d'euros dont 2,5 millions d'euros de charges d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires.

Les produits financiers avec les parties liées représentent un montant de 0,7 million d'euros en 2013.

10.3. Rémunérations des dirigeants

Les montants des rémunérations des membres du Directoire dus au titre des exercices 2013 et 2012 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012
Avantages à court terme	5,2	4,7
Avantages en nature	0,1	0,1
Jetons de présence	0,1	0,1
Assurance-vie / Retraites spécifiques	0,2	0,2
Paiements en actions	0,2	0,7
Total	5,8	5,8

Par ailleurs, un membre du Directoire bénéficie d'une indemnité de non-concurrence pouvant représenter deux années de rémunération fixe au maximum qui serait versée en cas de rupture de son contrat de travail.

Le montant des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisés au passif de l'état de situation financière s'élève à 1,4 million d'euros au 31 décembre 2013 contre 1,1 million d'euros au 31 décembre 2012.

Le montant des jetons de présence dus aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2013 s'élève à 0,3 million d'euros.

11. INFORMATION SUR LES SOCIÉTÉS EN INTÉGRATION PROPORTIONNELLE

Le Groupe détient plusieurs participations qui relèvent de l'intégration proportionnelle.

La part du Groupe dans les actifs, passifs et résultat des coentreprises, qui est incluse dans les états financiers consolidés, est la suivante aux 31 décembre 2013 et 2012 :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013	31/12/2012 Retraité
Actifs non courants	79,8	63,3
Actifs courants	174,4	148,1
Total Actif	254,2	211,4
Passifs non courants	49,8	21,7
Passifs courants	120,3	100,1
Total Passif hors situation nette	170,1	121,8
Situation nette	84,1	89,6
dont résultat net	55,3	50,7
<i>dont produits</i>	363,4	307,6
<i>dont charges</i>	-308,1	-256,9

La diminution de la situation nette de 5,5 millions d'euros s'explique par :

- un résultat 2013 positif de 55,3 millions d'euros des sociétés intégrées proportionnellement ;
- des distributions de dividendes à hauteur de -64,8 millions d'euros ;
- des effets de change négatifs de -14,5 millions d'euros, principalement en Asie et en Russie ;
- des effets périmètre pour 18,5 millions d'euros, principalement liés à l'acquisition de Russ Outdoor en Russie.

12. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

12.1. Identité de la société mère

Au 31 décembre 2013, JCDecaux SA est détenue à 69,82 % par la société JCDecaux Holding.

12.2. Liste des sociétés consolidées

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
ACTIVITÉ MOBILIER URBAIN					
JCDECAUX SA		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX FRANCE	(1)	France	100,00	Glob.	100,00
SOPACT		France	100,00	Glob.	100,00
SOMUPI		France	66,00	Glob.	66,00
JCDECAUX ASIE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX EUROPE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AMERIQUES HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
CYCLOCITY		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AFRIQUE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX BOLLORE HOLDING		France	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX FRANCE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
MEDIAKIOSK		France	87,50	Glob.	82,50
SOCIETE VERSAILLAISE DE KIOSQUES (SVK)		France	87,50	Glob.	100,00
MEDIA PUBLICITE EXTERIEURE	(2)	France	100,00	Glob.	100,00
CITÉGREEN	(2)	France	16,67	Equiv.	16,67
JCDECAUX DEUTSCHLAND GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
DSM DECAUX GmbH		Allemagne	50,00	Prop.	50,00
STADTREKLAME NÜRNBERG GmbH		Allemagne	35,00	Equiv.	35,00
WALL AG		Allemagne	90,10	Glob.	90,10
GEORG ZACHARIAS GmbH		Allemagne	90,10	Glob.	100,00
VVR WALL GmbH	(1)	Allemagne	90,10	Glob.	100,00
DIE DRAUSSENWERBER GmbH		Allemagne	90,10	Glob.	100,00
SKY HIGH TG GmbH		Allemagne	90,10	Glob.	100,00
REMSCHIEDER GESELLSCHAFT FÜR STADTVERKEHRANLAGEN GbR.		Allemagne	45,05	Prop.	50,00
JCDECAUX ARGENTINA SA		Argentine	99,82	Glob.	99,82
JCDECAUX STREET FURNITURE Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
ADBOOTH Pty Ltd		Australie	50,00	Glob.	50,00
JCDECAUX CITYCYCLE AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
ARGE AUTOBAHNWERBUNG GmbH		Autriche	58,66	Glob.	100,00
JCDECAUX AZERBAIJAN LLC		Azerbaïdjan	100,00	Glob.	100,00
JCD BAHRAIN SPC	(3)	Bahreïn	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX STREET FURNITURE BELGIUM (anciennement JCDECAUX BELGIUM PUBLICITE SA)		Belgique	100,00	Glob.	100,00
CITY BUSINESS MEDIA		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX DO BRASIL S.A		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SALVADOR S.A		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CONCESSIONARIA A HORA DE SAO PAULO S.A		Brésil	100,00	Glob.	80,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
WALL SOFIA EOOD		Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
CBS OUTDOOR JCDECAUX STREET FURNITURE CANADA Ltd		Canada	50,00	Prop.	50,00
JCD P&D OUTDOOR ADVERTISING Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING JCDECAUX TIAN DI ADVERTISING Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING GEHUA JCD ADVERTISING Co. Ltd		Chine	50,00	Prop.	50,00
BEIJING PRESS JCDECAUX MEDIA ADVERTISING Co. Ltd		Chine	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX NINGBO BUS SHELTER ADVERTISING CO. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX KOREA Inc.	(4)	Corée du Sud	80,00	Glob.	80,00
AFA JCDECAUX A/S		Danemark	50,00	Glob.	50,00
EL MOBILIARIO URBANO SLU		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ATLANTIS SA		Espagne	85,00	Glob.	85,00
JCD LATIN AMERICA INVESTMENTS HOLDING S.L.	(2)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX EESTI OU		Estonie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX NEW YORK, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SAN FRANCISCO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX MALLSCAPE, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX NEW YORK, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
CBS DECAUX STREET FURNITURE, LLC		Etats-Unis	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX NORTH AMERICA, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX BOSTON, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX FINLAND Oy	(1)	Finlande	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CITYSCAPE HONG KONG Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
INTELLECT WORLD INVESTMENTS Ltd	(5)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CITYSCAPE LTD	(6)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
IMMENSE PRESTIGE	(6)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
BUS FOCUS Ltd	(6)	Hong Kong	40,00	Equiv.	40,00
VBM VAROSBUTOR ES MEDIA Kft. (VBM Kft)		Hongrie	90,10	Glob.	100,00
JCDECAUX HUNGARY Zrt (anciennement EPAMEDIA HUNGARY Köztéri Médiaügynökség Zártkörűen Működő Részvénytársaság)	(1)	Hongrie	67,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ADVERTISING INDIA PVT Ltd	(1)	Inde	100,00	Glob.	100,00
AFA JCDECAUX ICELAND ehf		Islande	50,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ISRAEL Ltd		Israël	92,00	Glob.	92,00
MCDECAUX Inc.	(7)	Japon	60,00	Prop.	60,00
CYCLOCITY Inc.		Japon	100,00	Glob.	100,00
RTS DECAUX JSC		Kazakhstan	50,00	Glob.	50,00
JCDECAUX LATVIJA SIA		Lettonie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX LIETUVA UAB		Lituanie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX LUXEMBOURG SA		Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX GROUP SERVICES SARL		Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX MACAU	(1)	Macao	80,00	Glob.	80,00
JCDECAUX OMAN	(8)	Oman	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX UZ		Ouzbékistan	70,25	Glob.	70,25
JCDECAUX NEDERLAND BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
VERKOOP KANTOOR MEDIA (V.K.M.) BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX PORTUGAL - MOBILIARIO URBANO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
PURBE PUBLICIDADE URBANA & GESTAO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
Q. MEDIA DECAUX WLL	(1) & (3)	Qatar	50,00	Prop.	49,00
JCDECAUX MESTSKY MOBILIAR Spol Sro	(1)	Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX – BIGBOARD AS		Rép. Tchèque	50,00	Prop.	50,00
RENCAR MEDIA Spol Sro		Rép. Tchèque	47,35	Glob.	100,00
CLV CR Spol Sro		Rép. Tchèque	23,67	Prop.	50,00
JCDECAUX UK Ltd	(1)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SLOVAKIA Sro		Slovaquie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SVERIGE AB		Suède	100,00	Glob.	100,00
OUTDOOR AB		Suède	48,50	Prop.	48,50
JCDECAUX SVERIGE FORSALJNINGSAKTIEBOLAG		Suède	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX THAILAND Co., Ltd	(1) & (9)	Thaïlande	98,00	Glob.	49,50
ERA REKLAM AS	(10)	Turquie	89,89	Glob.	100,00
WALL SEHIR DIZAYNI LS	(11)	Turquie	89,87	Glob.	99,75
JCDECAUX URUGUAY	(12)	Uruguay	100,00	Glob.	100,00

ACTIVITÉ TRANSPORT

METROBUS		France	33,00	Equiv.	33,00
MEDIA AEROPORTS DE PARIS		France	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX ALGERIE SARL	(3)	Algérie	80,00	Glob.	80,00
JCDECAUX AIRPORT ALGER	(3)	Algérie	80,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT CENTRE SARL	(3)	Algérie	49,00	Glob.	49,00
MEDIA FRANKFURT GmbH		Allemagne	39,00	Prop.	39,00
JCDECAUX AIRPORT MEDIA GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
TRANS – MARKETING GmbH		Allemagne	79,12	Glob.	87,82
JCDECAUX ATA SAUDI LLC	(3)	Arabie Saoudite	60,00	Glob.	60,00
INFOSCREEN AUSTRIA GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CAMEROUN		Cameroun	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX CHILE SA	(1)	Chili	100,00	Glob.	100,00
JCD MOMENTUM SHANGHAI AIRPORT ADVERTISING Co. Ltd		Chine	35,00	Prop.	35,00
JCDECAUX ADVERTISING (BEIJING) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING TOP RESULT METRO ADV. Co. Ltd	(7)	Chine	90,00	Prop.	38,00
JCDECAUX ADVERTISING (SHANGHAI) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
NANJING MPI METRO ADVERTISING Co. Ltd	(5)	Chine	70,00	Glob.	70,00
GUANGZHOU YONG TONG METRO ADV. Ltd	(5)	Chine	32,50	Prop.	32,50
NANJING MPI TRANSPORTATION ADVERTISING		Chine	50,00	Glob.	87,60
CHONGQING MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADVERTISING Co. Ltd		Chine	60,00	Glob.	60,00
CHENGDU MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADV. Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
SHANGHAI ZHONGLE VEHICLE PAINTING Co. Ltd		Chine	40,00	Equiv.	40,00
JINAN CHONGGUAN SHUNHUA PUBLIC TRANSPORT ADV. Co. Ltd		Chine	30,00	Prop.	30,00
SHANGHAI SHENTONG JCDECAUX METRO ADVERTISING Co. Ltd		Chine	65,00	Prop.	51,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDECAUX XINCHAO ADV. (XIAMEN) LIMITED Co. Ltd		Chine	80,00	Glob.	80,00
NANJING METRO JCDECAUX ADVERTISING Co., Ltd		Chine	98,00	Glob.	98,00
JCDECAUX ADVERTISING CHONGQING Co., Ltd		Chine	80,00	Glob.	80,00
JCDECAUX SUZHOU METRO ADVERTISING Co., Ltd		Chine	80,00	Glob.	65,00
JINAN JCDECAUX SHUNHUA ADVERTISING Co., Ltd	(2)	Chine	70,00	Glob.	70,00
JCDECAUX DICON FZ-CO	(3)	Emirats Arabes Unis	75,00	Glob.	75,00
JCDECAUX ADVERTISING AND MEDIA LLC	(3)	Emirats Arabes Unis	80,00	Glob.	49,00
JCDECAUX MIDDLE EAST FZ-LLC	(3) & (13)	Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX OUT OF HOME FZ-LLC (ABU DHABI)	(2)	Emirats Arabes Unis	55,00	Glob.	55,00
JCDECAUX AIRPORT ESPANA S.A.U		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX & CEVASA SA		Espagne	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX TRANSPORT, S.L.U.		Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX TRANSPORT INTERNATIONAL, LLC	(5)	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT LAWA, LLC		Etats-Unis	92,50	Glob.	92,50
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT DALLAS, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
MIAMI AIRPORT CONCESSION, LLC		Etats-Unis	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX AIRPORT CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
THE JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT HOUSTON AIRPORTS, LLC	(2)	Etats-Unis	99,00	Glob.	99,00
JCDECAUX PEARL & DEAN Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX OUTDOOR ADVERTISING HK Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX INNOVATE Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PRODUCTION Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CHINA HOLDING Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
BERON Ltd	(6)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
TOP RESULT PROMOTION Ltd	(1)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PARTNERS INTERNATIONAL Ltd	(1)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MPI PRODUCTION Ltd		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
DIGITAL VISION (MEI TI BO LE GROUP)		Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
BRAVO OUTDOOR ADVERTISING LIMITED	(2)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
IGPDECAUX Spa	(1)	Italie	32,35	Prop.	32,35
AEROPORTI DI ROMA ADVERTISING Spa		Italie	24,10	Prop.	32,35
CNDECAUX AIRPORT MEDIA Co. Ltd		Macao	30,00	Equiv.	30,00
JCDECAUX NORGE AS	(1)	Norvège	97,69	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT POLSKA Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT PORTUGAL SA		Portugal	85,00	Glob.	85,00
RENCAR PRAHA AS		Rép. Tchèque	47,35	Glob.	70,67
JCDECAUX AIRPORT UK Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
CIL 2012 Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
CONCOURSE INITIATIVES Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ASIA SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDECAUX OUT OF HOME ADVERTISING Pte Ltd	(1)	Singapour	100,00	Glob.	100,00
XPOMERA AB	(5)	Suède	100,00	Glob.	100,00
ACTIVITÉ AFFICHAGE					
JCDECAUX SOUTH AFRICA HOLDINGS (PROPRIETARY) LIMITED		Afrique du Sud	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SOUTH AFRICA OUTDOOR ADVERTISING (PROPRIETARY) LIMITED	(14)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	70,00
GEWISTA WERBEGESELLSCHAFT .mbH	(1)	Autriche	67,00	Glob.	67,00
EUROPLAKAT INTERNATIONAL WERBE GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
PROGRESS AUSSENWERBUNG GmbH	(15)	Autriche	42,34	Glob.	51,00
PROGRESS WERBELAND WERBE. GmbH		Autriche	34,17	Glob.	51,00
ISPA WERBEGES.mbh	(15)	Autriche	42,34	Glob.	51,00
USP WERBEGESELLSCHAFT .mbH		Autriche	50,25	Glob.	75,00
JCDECAUX CENTRAL EASTERN EUROPE GmbH		Autriche	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA SERVICE GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
AUSSENW.TSCHECH.-SLOW.BETEILIGUNGS GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
PSG POSTER SERVICE GmbH	(15)	Autriche	32,83	Prop.	49,00
ROLLING BOARD OBERÖSTERREICH WERBE GmbH		Autriche	25,13	Prop.	50,00
KULTURPLAKAT		Autriche	46,90	Glob.	70,00
MEGABOARD HOLDING GmbH	(16)	Autriche	47,80	Glob.	95,00
MEGABOARD SORAVIA GmbH		Autriche	50,32	Glob.	75,10
ANKÜNDER GmbH	(2) & (15)	Autriche	16,68	Equiv.	24,90
JCDECAUX BILLBOARD BELGIUM (anciennement JCDECAUX BILLBOARD)		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JC DECAUX ARTVERTISING BELGIUM		Belgique	100,00	Glob.	100,00
INSERT BELGIUM SA	(2)	Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX BULGARIA HOLDING BV	(17)	Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX BULGARIA EOOD		Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
GRANTON ENTERPRISES LIMITED	(18)	Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
AGENCIA PRIMA AD		Bulgarie	45,00	Prop.	50,00
MARKANY LINE EOOD		Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
RA INTERREKLAMA EOOD	(5)	Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
A TEAM EOOD		Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
EASY DOCK EOOD		Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
PRIME OUTDOOR OOD	(2)	Bulgarie	50,00	Prop.	50,00
CEE MEDIA HOLDING	(19)	Chypre	50,00	Prop.	50,00
DROSFIELD ENTERPRISES	(19)	Chypre	50,00	Prop.	50,00
OUTDOOR MEDIA SYSTEMS	(19)	Chypre	50,00	Prop.	50,00
FEGPORT INVESTMENTS	(20)	Chypre	25,00	Prop.	25,00
EUROPLAKAT Doo	(15)	Croatie	42,34	Glob.	51,00
METROPOLIS MEDIA Doo	(15)	Croatie	42,34	Glob.	100,00
FULL TIME Doo	(15)	Croatie	42,34	Glob.	100,00
JCDECAUX STREET FURNITURE FZ-LLC	(2) & (13)	Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ESPANA S.L.U.	(1)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
INTERSTATE JCDECAUX LLC		Etats-Unis	49,00	Prop.	49,00
POAD		Hong Kong	49,00	Equiv.	49,00
OUTDOOR Közterületi Reklámügynökség Zrt.	(21)	Hongrie	67,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN HOLDINGS Ltd	(22)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN POSTER SITES Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
SOLAR HOLDINGS Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX IRELAND Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
N.B.S.H. PROREKLAM-EUROPLAKAT PRISHTINA		Kosovo	20,67	Prop.	41,13
JCDECAUX MEDIA Sdn Bhd		Malaisie	100,00	Glob.	100,00
EUROPOSTER BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX NEONLIGHT Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
GIGABOARD POLSKA Sp zoo Poland	(16)	Pologne	50,32	Glob.	100,00
RED PORTUGUESA - PUBLICIDADE EXTERIOR SA		Portugal	96,38	Glob.	96,38
CENTECO - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	67,47	Glob.	70,00
AUTEDOR - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	49,15	Glob.	51,00
GREEN - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	53,01	Glob.	55,00
RED LITORAL - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	72,29	Glob.	75,00
AVENIR PRAHA Spol Sro		Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Spol Sro		Rép. Tchèque	67,00	Glob.	100,00
JCDECAUX MEDIA SERVICES Ltd	(5)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
MARGINHELP Ltd	(5)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX UNITED Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
ALLAM GROUP Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
EXCEL OUTDOOR MEDIA Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
RUSS OUT OF HOME BV (RUSS OUTDOOR)	(23) & (24)	Russie	25,00	Prop.	25,00
AVTOBAZA SVYAZ JSC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
ADVANCE HOLDING LLC	(23)	Russie	12,75	Prop.	25,00
ALMAKOR UNDERGROUND LLC	(23)	Russie	21,25	Prop.	25,00
ANZH LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
APR CITY/TV D LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
BIG - MEDIA LLC	(20)	Russie	25,00	Prop.	25,00
BIGBOARD Co., LLC	(20)	Russie	25,00	Prop.	25,00
DISPLAY LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
EDINY GOROD LLC	(23)	Russie	12,75	Prop.	25,00
EKRAN LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
EUROPEAN OUTDOOR COMPANY Inv.	(23) & (25)	Russie	25,00	Prop.	25,00
EXPOMEDIA LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
FREGAT LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
JSC MOSCOW CITY ADVERTISING	(23)	Russie	24,67	Prop.	25,00
JSC WALL CIS LLC (anciennement WALL GUS)	(20)	Russie	25,00	Prop.	25,00
KIWI SERVICES LIMITED	(23) & (25)	Russie	25,00	Prop.	25,00
KRASNOGORSK SOYUZ REKLAMA LLC	(23)	Russie	15,00	Prop.	25,00
MARS ART LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
MEDIA INFORM LLC	(23)	Russie	12,75	Prop.	25,00
MEDIA SUPPORT SERVICES Ltd	(23) & (25)	Russie	25,00	Prop.	25,00
MERCURY OUTDOOR DISPLAYS Ltd	(23) & (25)	Russie	25,00	Prop.	25,00
NEWS OUT OF HOME GmbH	(23) & (26)	Russie	25,00	Prop.	25,00
NIZHNOVREKLAMA LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
NORTH WEST FACTORY LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
NORTHERN OUTDOOR DISPLAYS Ltd	(23) & (25)	Russie	25,00	Prop.	25,00
OMS LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
OUTDOOR LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
OUTDOOR MARKETING LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
OUTDOOR MEDIA MANAGEMENT LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
OUTDOOR SYSTEMS LIMITED	(23) & (25)	Russie	25,00	Prop.	25,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
PETROVIK LLC (anciennement PETROVIK KRASNODAR)	(20)	Russie	25,00	Prop.	25,00
PRESTIGE SERVICE LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
PRIMESITE LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
PRIMESITE Ltd	(23) & (25)	Russie	25,00	Prop.	25,00
PUBLICITY XXI LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
RCMO JSC	(23)	Russie	12,50	Prop.	25,00
REKART INTERNATIONAL LIMITED	(23) & (25)	Russie	25,00	Prop.	25,00
REKART MEDIA LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
REKTIME LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
RIM NN LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
RIVER AND SUN LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
ROSSERV LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
RT VERSHINA LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
RUSS INDOOR LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
RUSS OUTDOOR LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
RUSS OUTDOOR MEDIA LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
SCARBOROUGH ASSOCIATED SA	(23) & (25)	Russie	25,00	Prop.	25,00
SCROPE TRADE & FINANCE SA	(23) & (25)	Russie	25,00	Prop.	25,00
SENROSE FINANCE LIMITED	(23) & (25)	Russie	25,00	Prop.	25,00
SOLVEX Ltd	(23) & (25)	Russie	25,00	Prop.	25,00
STOLITSA M CJCS	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
TECHNO STROY LLC	(23)	Russie	24,75	Prop.	25,00
TERMOTRANS LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
TRINITY NEON LLC	(23)	Russie	25,00	Prop.	25,00
UNITED OUTDOOR HOLDING	(23) & (25)	Russie	25,00	Prop.	25,00
VIVID PINK LIMITED	(23) & (25)	Russie	25,00	Prop.	25,00
WILD PLUM LIMITED	(23) & (25)	Russie	25,00	Prop.	25,00
MEGABOARD SORAVIA Doo, BEOGRAD	(16)	Serbie	50,32	Glob.	100,00
ISPA BRATISLAVA Spol Sro		Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT INTERWEB Spol Sro		Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
INREKLAM PROGRESS Doo		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
EUROPLAKAT Doo		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
PLAKATIRANJE Doo		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
SVETLOBNE VITRINE		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
MADISON Doo		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
METROPOLIS MEDIA Doo (SLOVENIA)		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
INTERFLASH Doo LJUBLJANA		Slovénie	27,56	Prop.	41,13
APG SGA SA		Suisse	30,00	Equiv.	30,00
BIGBOARD B.V.	(19) & (27)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD GROUP	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
ALTER – V	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
AUTO CAPITAL	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIG MEDIA	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD DONETSK	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD KHARKHOV	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD KIEV	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD KRIVROY ROG	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD LVIV	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD NIKOLAEV	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD SIMFEROPOL	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD VYSHGOROD	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
BOMOND	(19)	Ukraine	25,00	Prop.	50,00
GARMONIYA	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
MEDIA CITY	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
POSTER DNEPROPETROVSK	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
POSTER GROUP	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
POSTER KIEV	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
POSTER ODESSA	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
REKSVIT UKRAINE	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
UKRAYINSKA REKLAMA	(19)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00

(1) Sociétés qui sont réparties sur deux ou trois activités pour les besoins d'information sectorielle, mais reprises ici sur leur activité historique.

(2) Sociétés consolidées en 2013.

(3) Rachat des 0,02% d'intérêts des participations ne donnant pas le contrôle dans JCD Middle East (Emirats Arabes Unis) ayant un impact sur le pourcentage d'intérêt de ses filiales en Algérie, au Bahreïn, aux Emirats Arabes Unis et au Qatar.

(4) Cession de 20% d'intérêts de participations ne donnant pas le contrôle dans JCDecaux Korea Inc. (Corée du Sud).

(5) Sociétés liquidées en 2013.

(6) Sociétés de droit des Iles Vierges Britanniques détenant des participations à Hong Kong.

(7) Les sociétés MCDecaux Inc. (Japon) et Beijing Top Result Metro Adv. Co. Ltd (Chine) sont consolidées par intégration proportionnelle du fait du contrôle conjoint avec le partenaire du Groupe dans les pouvoirs de Direction.

(8) Cette société est un établissement de JCDecaux Bahrain SPC.

(9) Octroi d'un droit au dividende de 2% aux participations ne donnant pas le contrôle de JCDecaux Thailand Co Ltd.

(10) Rachat des participations ne donnant pas le contrôle de Era Reklam AS par Wall Sebir (Turquie) portant le pourcentage de contrôle à 100%.

(11) Augmentation de capital de Wall Sebir (Turquie) souscrite uniquement par Wall AG (Allemagne).

(12) Cette société est un établissement de JCDecaux France.

(13) Les sociétés JCDecaux Middle East FZ-LLC et JCDecaux Street Furniture FZ-LLC aux Emirats Arabes Unis ont changé d'activité principale au cours de l'exercice.

(14) Augmentation de capital de JCDecaux South Africa Outdoor Advertising Limited portant les pourcentages de contrôle et d'intérêt à 70%.

(15) L'opération Ankünder en Autriche a eu les conséquences suivantes :

- Consolidation d'Ankünder GmbH par la méthode de la mise en équivalence ;

- Cession de 49% de PSG Poster Services (Autriche) conduisant à sa sortie du périmètre du Groupe ;

- Cession sans perte de contrôle de 49% des sociétés Progress Aussenwerbung GmbH et Ispa Werbeges en Autriche, sans impact sur la méthode de consolidation ;

- Augmentation du pourcentage d'intérêts dans les sociétés croates du fait de la prise en compte des participations ne donnant pas le contrôle détenues par Ankünder.

(16) La société Megaboard Holding a été absorbée par la société Megaboard Soravia (Autriche) en date du 1er janvier 2013 suite au rachat des 5% de participations ne donnant pas le contrôle. Ainsi les pourcentages d'intérêt du Groupe dans ses filiales ont augmenté.

(17) Société de droit néerlandais opérant en Bulgarie.

(18) Société de droit chypriote détenant des participations en Bulgarie.

(19) Dans le cadre de l'acquisition du groupe Russ Outdoor, le Groupe a cédé 5% de ses droits financiers dans les filiales ukrainiennes du groupe BigBoard.

(20) Dans le cadre de cette même opération, les activités russes du groupe BigBoard ont été cédées au groupe Russ Outdoor.

(21) JCDecaux Hungary Zrt (anciennement Epamedia Zrt) a absorbé la société Outdoor Zrt (Hongrie) en date du 30 septembre 2013.

(22) Société de droit britannique opérant en Irlande du Nord.

(23) Acquisition du groupe Russ Outdoor, consolidé à 25% grâce au contrôle conjoint qui y est exercé.

(24) Société de droit néerlandais opérant en Russie.

(25) Sociétés de droit des Iles Vierges Britanniques détenant des participations en Russie.

(26) Société de droit autrichien opérant en Russie.

(27) Société de droit néerlandais opérant en Ukraine.

Note :

Glob. = intégration globale Prop. = intégration proportionnelle Equiv. = mise en équivalence

*Le pourcentage de contrôle correspond à la quote-part de détention directe dans le capital des sociétés à l'exception des sociétés consolidées en intégration proportionnelle qui sont détenues par des sociétés également consolidées en intégration proportionnelle. Pour ces sociétés, le pourcentage de contrôle correspond au pourcentage de contrôle de sa détentrice.

13. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 5 mars 2014, le Conseil de Surveillance a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de mai 2014 une distribution de dividende au titre de 2013, de 0,48 € par action, soumise au paiement de la taxe de 3 % sur les dividendes.